



# **REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC** **D'ELIMINATION DES DECHETS** **DE PRE-BOCAGE INTERCOM**

**Voté le 20 octobre 2021**

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre IV du livre V relatif aux déchets,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5216-5 modifiées par l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 article 24. et les articles :

- article L2224-13 modifié par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 article 71 ;
- articles L2224-14 à L2224-17 modifiés par l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 ;
- article L2224-17-1 modifié par la loi n°2015-992 du 17 août 2018 article 98.
- articles L2333-76 à L2333-80 concernant la redevance :
  - Article L2333-76 modifié par la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 – art 77 ;
  - Article L2333-76-1 modifié par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 – art 84 ;
  - Article L2333-77 modifié par la loi 96-142 1996-02-21 jorf 24 février 1996 ;
  - Article L2333-78 modifié par la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 – art 57 (V)
  - Article L2333-79 et article L2333-80 modifié par la loi 96-142 1996-02-21 jorf 24 février 1996.

Vu le Code du Travail,

Vu la Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 portant sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux,

Vu la Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée relative à l'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu la Loi 95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et sa codification dans le Code de l'Environnement précité,

Vu la Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment l'article 46 sur la gestion des déchets et la tarification incitative,

Vu le Décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu le Décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements et sa codification dans le Code de l'Environnement précité,

Vu la Circulaire du 18 mai 1977 relative à l'élimination des déchets ménagers,

Vu la Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et à l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu la Circulaire 77-127 du 25 août 1977 relative à l'aménagement des nouveaux bâtiments d'habitation pour l'évacuation, le stockage et la collecte des ordures ménagères,

Vu le Plan Départemental du Calvados relatif à l'élimination des déchets ménagers et assimilés,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental du Calvados,

Vu les Recommandations R388 et R437 de la CNAM relatives à la collecte des déchets ménagers,

**Vu la délibération du Conseil Communautaire de Villers-Bocage Intercom du 12 janvier 2004** relative au choix d'instituer la redevance incitative par 32 voix POUR et 27 voix CONTRE.

**Vu la délibération du conseil communautaire d'Aunay Caumont Intercom en date du 15 juillet 2014** confirmant l'institution de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères sur son territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour remplacer la TEOM et précisant la prochaine rédaction d'un règlement pour en fixer les modalités,

Vu l'arrêté préfectoral portant création de la communauté de communes Pré-Bocage Intercom issue de la fusion de la communauté de communes Aunay-Caumont Intercom et de la communauté de communes

Villers-Bocage Intercom et de l'extension à la commune du Plessis-Grimoult au 1er janvier 2017 en date du 2 décembre 2016 ;

**Vu la délibération de principe prise par le Conseil communautaire de Pré-Bocage Intercom du 08 novembre 2017** sur l'harmonisation des redevances incitatives du territoire de Pré-Bocage Intercom ;

**Vu la délibération de principe prise par le Conseil communautaire de Pré-Bocage Intercom du 07 novembre 2017** sur l'harmonisation des redevances incitative ;

**Vu la délibération prise par le Conseil communautaire de Pré-Bocage Intercom du 18 décembre 2019** pour l'adoption des règlements de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères, de collecte des ordures ménagères et des déchèteries harmonisés ;

**Vu la décision prise par le Bureau décisionnel de Pré-Bocage Intercom du 13 mai 2020**, pour la modification du règlement du service public d'Élimination des Déchets de Pré-Bocage Intercom.

**Vu la délibération du Conseil Communautaire de Pré-Bocage Intercom du 30 juin 2021** portant sur le règlement des modalités de la facturation de la redevance incitative 2022,

**Vu la délibération du Conseil Communautaire de Pré-Bocage Intercom du 20 octobre 2021** portant sur tarification des logements non habités (cas des administrés en EPHAD)

Considérant la nécessité de réglementer, tant pour l'hygiène publique que la sécurité des usagers de la voie publique, les conditions de collecte des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble du territoire de Pré-Bocage Intercom.

Considérant que ce mode de financement permet de mieux sensibiliser les usagers à la question relative à la production de déchets et leur permet d'agir eux-mêmes tout à la fois sur l'environnement et le montant de leur redevance en limitant leur production de déchets,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de collecte, de facturation et de paiement de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères,

Considérant les évolutions en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

## SOMMAIRE

I.	Dispositions générales relatives au service public d'élimination des déchets .....	6
1.	Objet du règlement du service.....	6
2.	Principes généraux .....	6
3.	Le service d'élimination des déchets ménagers et assimilés.....	6
4.	Usagers assujettis à la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères .....	7
5.	Obligation et responsabilité de gestion, de tri et de valorisation des déchets .....	8
6.	Définition des différents types de déchets.....	9
6.1 -	Les ordures ménagères.....	9
6.2 -	Les déchets recyclables.....	10
6.3 -	Les déchets de déchèteries .....	11
7.	Propriété des déchets .....	13
8.	Interdiction d'abandon de déchets.....	13
II.	Conditions d'exécution du Service Public d'Elimination des Déchets .....	14
1.	Modalités et conditions de collecte en porte-à-porte des ordures ménagères et des déchets recyclables en sacs jaunes translucides .....	14
1.1 -	Modalité de collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères et recyclables ...	14
1.2 -	Conditions de collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères et recyclables	16
1.3 -	Obligations des agents en charge de la collecte.....	18
2.	Modalités et conditions de collecte des déchets recyclables « verre » en point d'apport volontaire.....	18
2.1 -	Modalités de collecte des déchets recyclables «verre» en point d'apport volontaire	18
2.2 -	Conditions de collecte des déchets recyclables «verre» en point d'apport volontaire.....	18
3.	Modalités et conditions d'accès aux déchèteries -règlement intérieur des déchèteries	19
3.1 -	Définition et rôle de la déchèterie .....	19
3.2 -	Rôle du gardien .....	19
3.3 -	Déchets acceptés en déchèterie .....	19
3.4 -	Conditions d'accès aux déchèteries par les usagers.....	20
3.5 -	Horaires d'ouverture des déchèteries de Pré-Bocage Intercom .....	21
3.6 -	Comportement des usagers .....	21
3.7 -	Infraction au règlement de déchèterie.....	22
III.	Financement du service d'Elimination des déchets ménagers.....	22
1.	Dotations des volumes des bacs à ordures ménagères mis à disposition.....	22
1.1 -	Principe de dotation .....	22
1.2 -	Demande de modification du volume du bac .....	23
1.3 -	Dispositif alternatif : bacs collectifs à tambour .....	23
1.4 -	Cas particuliers de dotation.....	24
2.	Entretien et utilisation des bacs mis à disposition.....	25
2-1 -	Entretien des bacs mis à disposition .....	25
2-2 -	Utilisation des bacs pucés mis à disposition.....	25
2-3 -	Vol de bac pucé .....	26
2-4 -	Bac pucé cassé ou endommagé .....	26

3. Modalités de calcul et de mise en œuvre de la Redevance d’Enlèvement des Ordures ménagères (REOM).....	26
3.1 - Modalités de calcul de la redevance.....	26
3.2 - Demande d’exonération partielle ou totale de Redevance au motif que la personne concernée prétend ne pas utiliser le service .....	27
3.3 - Confusion du lieu de travail et d’habitation .....	28
3.4 - Tarification des résidences secondaires .....	28
3.5 - Tarification des logements non habités (cas des administrés en EPHAD) .....	28
3.6 - Tarification pour accès en déchèteries .....	28
3.7 - Gestion des changements de situation.....	29
3.8 - Refus d’adhésion au service ou refus de récupération du bac pucé ou badge d’identification .....	31
3.9 - Cas Particuliers.....	31
3.10 - Situations de suspension temporaire du service.....	32
4. Modalités de facturation et de paiement de la Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères .....	32
4.1 - Facturation.....	32
4.2 - Echéances de paiement .....	33
4.3 - Modalités de paiement .....	33
4.4 - Demande d’échelonnement du paiement de la Redevance.....	33
4.5 - Réclamations et règlement des litiges.....	33
4.6 - Infractions .....	34
4.7 - Fichier des Redevables .....	34
4.8 - Prestations complémentaires et sanctions.....	34
IV. Contacts.....	36
1. – Pré-Bocage Intercom – Pôle Déchets – Urbanisme – Service Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères.....	36
2. – Trésor Public .....	37
V. Dispositions d’applications.....	38
1. Date d’application du règlement .....	38
2. Modifications du règlement .....	38
3. Publication du règlement de la Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères .....	38
VI. Annexes .....	39
1. Liste et carte des communes de Pré-Bocage Intercom.....	39
2. Rappel de quelques textes de loi ou réglementaires.....	40
3. Eloignement de l’habitation par rapport à la zone de passage du camion de collecte ..	40
4. Obligation des professionnels de justifier de leur mode d’élimination de leurs déchets pour prétendre à une exonération de la Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères...	41
5. Exonération des Logements inhabités.....	41
6. Interdiction des dépôts sauvages .....	41

# I. Dispositions générales relatives au service public d'élimination des déchets

---

## 1. *Objet du règlement du service*

Le présent règlement approuvé a pour objet de fixer :

- Les conditions d'accès au service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Pré-Bocage Intercom ;
- Les modalités de collectes des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Pré-Bocage Intercom ;
- Les modalités d'établissement de la facturation des services de gestion des ordures ménagères et déchets assimilés aux usagers du service, notamment aux particuliers, aux établissements collectifs et aux activités professionnelles.

Il tient lieu de règlement de collecte et de règlement intérieur des déchèteries de Pré-Bocage Intercom.

Il s'applique à tout usager du Service Public d'élimination des déchets de la communauté de Commune Pré-Bocage Intercom.

## 2. *Principes généraux*

La compétence « *collecte et traitement des déchets* » est assurée par Pré-Bocage Intercom (PBI) via le Service Public d'Élimination des Déchets depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et couvre l'ensemble de son territoire, c'est-à-dire 27 communes (cf. liste des communes annexée.).

Dans le cadre de sa compétence collecte et traitement des déchets, Pré-Bocage Intercom est chargé de collecter les déchets et de mettre en œuvre techniquement et administrativement la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Pré-Bocage Intercom applique les modalités définies dans ce règlement voté par le Conseil Communautaire de Pré-Bocage Intercom. Les demandes de renseignement, de modification de situation, les remises de bac et autres interventions techniques sont à demander à Pré-Bocage Intercom qui est l'interlocuteur des usagers.

Le montant de la redevance et assimilées est calculé en fonction du service rendu et évolue annuellement en fonction notamment de l'augmentation des coûts de collecte et de traitement. Sur proposition de Pré-Bocage Intercom de l'évaluation de ses charges prévisionnelles, ces modalités de calcul sont arrêtées annuellement par délibération du Conseil communautaire avant le 31 décembre de l'année n pour financer le Service d'Élimination des Déchets Ménagers sur l'exercice suivant (année n+1).

Le présent règlement est susceptible d'être modifié à tout moment par délibération du Conseil Communautaire de Pré-Bocage Intercom ou par décision du bureau de Pré-Bocage Intercom. Il pourra être réactualisé, en fonction des évolutions réglementaires et techniques. Il s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il est en permanence à la disposition des usagers auprès de la Communauté de Communes « Pré-Bocage Intercom » et sur son site internet.

## 3. *Le service d'élimination des déchets ménagers et assimilés*

Le Service d'Élimination des Déchets Ménagers financé par la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères est assuré par Pré-Bocage Intercom.

Le service financé par la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères comprend :

- La collecte en porte à porte ou via certains points de regroupements, le transport et le traitement des déchets ménagers résiduels (ordures ménagères et des déchets recyclables) ;
- L'équipement des habitants en matériels de pré-collecte (conteneurs à déchets) et leur maintenance ;
- La collecte, le traitement et la valorisation des recyclables en porte à porte pour les papiers, bouteilles, flacons... ;
- La collecte, le traitement et la valorisation des recyclables en points d'apport volontaire pour le verre uniquement ;
- La collecte, le traitement et la valorisation des déchets déposés dans les deux déchèteries du territoire du Pré-Bocage auxquelles ont accès les usagers de ce territoire ;
- Les investissements pour réaliser les missions précitées ;
- Les charges de fonctionnement pour réaliser ses missions ;
- Toute autre prestation rendue obligatoire par la législation pour l'exercice de la compétence « déchets ».

La maîtrise d'ouvrage est mixte, en régie pour la collecte des déchets ménagers en porte-à-porte et l'exploitation des déchèteries, en prestation pour la collecte des points d'apports volontaires et le traitement des déchets collectés en déchèterie.

Il est précisé que les conteneurs à déchets pour les ordures ménagères sont mis à la disposition des usagers par Pré-Bocage Intercom qui en conserve la propriété. Les usagers sont néanmoins tenus de les garder propres et de ne pas en modifier l'intégrité. **Le nettoyage est obligatoire avant de rendre un bac sous peine d'une facturation forfaitaire de 30 euros.** Seuls sont collectés les bacs mis à disposition par Pré-Bocage Intercom (PBI), à son effigie ou celui de l'ancienne structure, le Syndicat Mixte du Pré-Bocage, ou les sacs déposés dans les bacs collectifs munis d'un système d'identification (eux aussi proposés par PBI). Les sacs déposés à côtes des bacs ne sont pas collectés.

#### ***4. Usagers assujettis à la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères***

Tout ménage et par extension toute personne physique résidant sur le territoire de la collectivité et relevant de la catégorie des ménages a obligation, pour assurer l'élimination de ses déchets, d'user du Service Public d'élimination des déchets, conformément aux dispositions législatives et réglementaires prises en la matière ainsi que des conditions définies par le présent règlement. Pour satisfaire cette obligation, les ménages sont tenus de remettre leurs déchets ménagers au Services Public d'Élimination des Déchets dans les conditions fixées par le présent règlement.

Tout bâtiment privé ou public susceptible d'héberger un foyer d'habitation ou une activité professionnelle, et disposant de contrats actifs (individuels ou collectifs s'il s'agit d'un camping) d'eau ou d'électricité, est assujetti à la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Elle est due par tous les usagers utilisant le service de collecte des ordures ménagères, des recyclables et des déchèteries, ce qui inclut notamment :

- Conformément à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les ménages occupant un logement individuel ou collectif en résidence principale ou secondaire
- Conformément à l'article L.2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les administrations ainsi que tous les professionnels, producteurs de déchets pouvant être collectés et

traités sans sujétions techniques particulières, qui ne peuvent justifier d'un contrat d'élimination des déchets générés par leur activité professionnelle

L'adhésion au service public de collecte des déchets est obligatoire pour tous les usagers qui résident sur le secteur de Pré-Bocage Intercom. Seuls peuvent s'en exonérer les professionnels qui peuvent attester d'un contrat passé avec une société privée pour l'ensemble de leurs déchets, y compris les déchets résiduels (ordures ménagères), de sorte d'être en capacité de satisfaire aux obligations légales d'élimination des déchets selon des procédés réglementaires.

Les redevables sont :

- Les particuliers qui occupent un logement individuel, maison ou appartement, à titre permanent ou occasionnel (maisons secondaires, mobil-home et caravane) ;
- Les administrations, services publics et assimilés (écoles, bibliothèques, mairie, hôpitaux, perceptions, services techniques, équipements sportifs publics, ...) ;
- Les professionnels recensés aux CCI, Chambres d'Agriculture et des métiers, pouvant être collectés sans sujétions techniques spécifiques et ne justifiant pas de contrat d'élimination de l'ensemble de leurs déchets ;
- Les autres professionnels : associations, campings, gîtes, chambres d'hôtes, assistantes maternelles...

Sauf dérogation, la facturation est à régler par l'occupant, donc le producteur de déchets, qu'il soit le locataire ou le propriétaire occupant.

Même si l'occupant au statut de particulier déclare ne pas avoir de déchets, il est assujéti. D'une part parce qu'un particulier n'a pas d'autres moyens d'éliminer ses déchets que le Service Public d'Elimination des Déchets. D'autre part car la redevance prend en compte aussi d'autres services comme la collecte et le traitement des déchets recyclables et ceux déposés en déchèteries.

Par défaut, c'est le titulaire de l'abonnement d'eau potable ou d'électricité qui est redevable. En l'absence d'occupant déclaré ou d'éléments sur ces abonnements, c'est le propriétaire de l'immeuble où sont produits des déchets collectés par Pré-Bocage Intercom qui est présumé être l'occupant et recevra une redevance forfaitaire. Il est par ailleurs interdit à l'utilisateur de transporter des déchets ménagers sous peine d'une amende de 5<sup>ème</sup> catégorie pouvant atteindre 1 500 euros et de la confiscation du véhicule utilisé pour le transport.

Chaque foyer doit disposer d'un bac pucé ou d'un badge d'accès à un système de bac collectif proposé par Pré-Bocage Intercom. Un bac pucé ou un badge ne peut pas être partagé entre plusieurs foyers ou entreprises.

Les déchets recyclables sont présentés dans un conteneur autre que celui réservé aux ordures ménagères. Ils sont à déposer dans les sacs translucides jaunes distribués par les communes et disponibles dans chaque mairie ainsi qu'au siège de Pré-Bocage Intercom et à jeter en sac jaune dans le bac à couvercle jaune distribué sous conditions par Pré-Bocage Intercom ou dans les bacs personnels munis d'un autocollant spécifique délivré par PBI sur demande.

## ***5. Obligation et responsabilité de gestion, de tri et de valorisation des déchets***



Trier et valoriser ses déchets, au sens du présent règlement et du Code de l'Environnement, en vue de leur collecte sélective aux fins de valorisation, constitue une obligation applicable à tout producteur de déchets.

Tout usager du Service Public d'Élimination des Déchets constitué par Pré-Bocage Intercom est responsable du respect des dispositions en ce sens ainsi que des conséquences qui pourraient résulter du non-respect des consignes énoncées au présent règlement pour ce qui concerne :

- La nature et les caractéristiques des déchets pris en charge par le Service Public d'Élimination des Déchets ;
- Le tri de ces déchets en vue de leur collecte sélective ;
- Les conditions de leur pré-collecte et de leur collecte.

En cas de présence importante de recyclables dans les sacs d'un bac ou de présence de déchets qui ne relèvent pas des ordures ménagères, voire d'objet susceptible d'être dangereux, le personnel de collecte de Pré-Bocage Intercom est autorisé à ne pas collecter les déchets. Dans ce cas, une étiquette de refus est apposée sur le bac en cause.

En outre, tout usager est responsable de l'utilisation faite des moyens (notamment de pré-collecte) mis à disposition par Pré-Bocage Intercom ainsi que du défaut d'entretien des lieux d'entreposage ou du défaut de lavage des bacs mis à disposition. Sur demande des techniciens de Pré-Bocage Intercom, en cas de nécessité de procéder à une vérification technique ou à un remplacement d'une puce RFID, l'utilisateur devra être en mesure de présenter son bac.

## **6. Définition des différents types de déchets**

### **6.1- Les ordures ménagères**

#### **Les ordures ménagères résiduelles**

Sont compris dans les ordures ménagères résiduelles, les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage des habitations, les déchets provenant des bâtiments et des établissements publics, des commerçants et artisans.

Les ordures ménagères résiduelles ne doivent comporter aucun risque pour les personnes et l'environnement.

Les ordures ménagères résiduelles sont à jeter dans le bac pucé.

Sont compris dans les ordures ménagères résiduelles :

- les restes de repas, emballages souillés,
- les débris de verre et de vaisselle,
- les films plastiques, pots de yaourt, pots de crème fraîche,
- les couches culottes,
- le polystyrène,
- le papier peint
- les déchets issus de la présence d'animaux domestiques,
- les balayures et résidus divers ...

Cette énumération n'est pas limitative.

Sont exclus des ordures ménagères résiduelles les déchets recyclables, les déchets toxiques, les ampoules électriques et tubes fluorescents, les déchets verts, le verre ...

#### **Les ordures ménagères ou assimilées**

Les déchets assimilés sont des déchets non ménagers mais qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières, dans les mêmes conditions que les déchets des ménages. Sont ainsi assimilés aux ordures

ménagères les déchets des artisans, commerçants, administrations, établissements publics, associations... déposés dans les bacs dans les mêmes conditions que les déchets des ménages.

A partir d'une production de déchets de 1100 litres par semaine, l'établissement entre dans la catégorie des gros producteurs susceptibles de ne pas être collectés par la Collectivité du fait de sujétions techniques spécifiques pour pouvoir assurer un tel service.

Sont compris dans la dénomination d'ordures ménagères ou assimilés pour l'application du présent règlement :

- les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage normal des habitations, débris de verre ou de vaisselle, cendres froides, chiffons ;
- les déchets provenant des établissements artisanaux et commerciaux sous réserve du volume hebdomadaire produit par établissement ;
- les produits du nettoyage des voies publiques, squares, parcs, cimetières et de leurs dépendances ;
- les produits du nettoyage et détritiques des halles, foires, marchés, lieux de fêtes publiques.

**Ne sont pas compris dans la dénomination d'ordures ménagères** pour l'application du présent règlement :

- les déchets recyclables définis ci-dessous ;
- les déblais, gravats, décombres et débris provenant des travaux publics et particuliers ;
- les déchets spécifiques provenant des établissements artisanaux, industriels et commerciaux (si le volume dépasse de 4 000 litres hebdomadaires, Pré-Bocage Intercom doit donner son accord) ;
- les déchets contaminés provenant des hôpitaux ou cliniques, les déchets issus d'abattoirs ainsi que les déchets spéciaux inflammables, toxiques, corrosifs ou explosifs qui, du fait de leurs caractères ne peuvent être éliminés par les mêmes voies que les ordures ménagères ;
- les objets qui, par leurs dimensions, leur poids ou leur nature, ne pourraient être chargés dans les camions de collecte régulière.

Ceci étant entendu qu'au-dessus de 1 100 litres hebdomadaires, la Collectivité n'est pas tenue légalement de collecter les déchets des établissements. Et comme indiqué ci-dessus, la collecte de ces déchets peut être assurée dans des conditions financières particulières du fait de contraintes techniques elles-mêmes spécifiques.

## **6.2-Les déchets recyclables**

Les déchets recyclables sont présentés dans un conteneur autre que celui réservé aux ordures ménagères. Ils sont à mettre dans les sacs translucides jaunes distribués par les communes :

- Soit posés au sol ;
- Soit dans des bacs personnels à couvercle jaune ;
- Soit dans des bacs personnels munis d'un autocollant distribué par PBI spécifique aux recyclables ;
- Soit dans des bacs à couvercle jaune, distribués par PBI pour les gros producteurs.

Les déchets recyclables destinés à être valorisés sont :

- Les journaux/magazines, enveloppes y compris les krafts et à fenêtres, papiers d'impression ;
- Les verres : bouteilles, bocaux ;
- Les cartons ondulés (exclusivement en déchèterie), cartonnettes ;
- Les briques alimentaires (lait, jus de fruit...) ;

- Les boîtes de conserves, les canettes de boissons et barquettes en aluminium, les aérosols à usage domestique vidés de leur contenu de type déodorant, laque ... ;
- Les emballages plastiques ayant la forme d'une bouteille d'un flacon ou d'un bidon.

Ne sont pas compris dans la dénomination déchets recyclables pour l'application du présent règlement :

- Les pare-brises, vaisselles, objets en porcelaine, vitrages de fenêtres, verre "sécurité" ... ;
- Les papiers peints de tapisserie ou les papiers souillés, les pots de yaourts ou de crème et films en plastique...

Ces déchets doivent être déposés en déchèterie

### **6.3-Les déchets de déchèteries**

#### **Les encombrants**

Les encombrants appelés aussi monstres sont des déchets issus des ménages mais ne pouvant être ramassés par le service de collecte en raison de leur volume ou leur nature. Ils sont destinés à être évacués par l'intermédiaire de la déchèterie.

#### **Le Verre**

- Sont compris dans la dénomination d'emballages en verre, le verre collecté sélectivement, présenté dans les colonnes à verre d'apport volontaire.
- Les déchets à déposer exclusivement dans les colonnes à verre :
  - bouteille de verre, pot et bocal en verre,
  - canette en verre ...
- Déchets à ne pas déposer dans les colonnes à verre :
  - - les capsules et bouchons (métal, plastiques, liège, porcelaine)
  - - la porcelaine, la faïence la céramique,
  - - les ampoules électriques et tubes fluorescents,
  - - les vitres et miroirs cassés ...
- Les emballages en verre doivent être vidés de leur contenu avant d'être déposés dans les colonnes d'apport volontaire.
- Il est interdit de déposer du verre dans les bacs ordures ménagères ou tri sélectif et dans les sacs jaunes

#### **Les déchets végétaux**

- Les déchets végétaux sont les déchets provenant des cours et jardins des particuliers, tels que la tonte de jardin, les feuilles mortes, le bois d'élagage sont à déposer en déchèterie

#### **OU**

- Le compostage est mis en place à domicile afin d'y déposer les déchets biodégradables : épiluchures fruits et légumes, marc de café, feuilles, tailles, déchets du potager ...

#### **Les gravats**

On parle de gravats quand les déchets sont constitués de béton, briques, pierres, carrelages, ardoises, mélange bitumineux sans goudron, terre, cailloux. Avant d'aller à la déchetterie, assurez-vous que vos déchets seront bien acceptés. **S'ils contiennent des substances dangereuses comme de l'amiante, du goudron, ou des produits type vernis, aérosols, solvants, il faudra vous tourner vers une entreprise spécialisée dans le traitement de déchets dangereux.**

#### **Les cartons**

## **Le bois**

### **Les huiles minérales**

Les huiles minérales ou synthétiques sont issues de la distillation du pétrole et sont utilisées comme lubrifiants automobiles ou industriels.

Elles sont donc susceptibles d'être produites parmi des centres d'activités tels que :

- Les garages, les centres d'entretien, les stations de vidanges, ...
- Les transports, les usines, les ateliers, ...
- Les entreprises traitant des déchets contenant des huiles usagées.

Ces huiles usagées sont classées comme Déchets Dangereux parmi lesquelles on distingue deux types d'huiles minérales :

- Les huiles noires qui regroupent les huiles de moteur, les huiles industrielles de laminage ou de trempage, ...
- Les huiles claires qui proviennent des systèmes hydrauliques et autres.

### **Batteries ;**

### **Ferrailles ;**

### **Les déchets Ménagers Spéciaux**

- Acides : acide chlorhydrique, sulfurique, décapants, détartrants...
- Bases : soude, ammoniacale, détergents, eau de javel...
- Solvants liquides : diluants, détachants...
- Aérosols ;
- Phytosanitaires : pesticides, fongicides, herbicides, engrais...
- Produits pâteux : peintures, colles, vernis, solvants, cires...
- Huiles et graisses végétales (huile de friture...) ;
- Huiles moteurs et hydrauliques ;
- Radios.

### **Les déchets électriques et électroniques DEEE**

Sont considérés comme DEEE les équipements fonctionnant au courant électrique, tels que :

- Cuisinières, machines à laver, sèche-linge ;
- Congélateur, réfrigérateur ;
- Petit électroménager : grille-pain, aspirateur, fer à repasser, appareil photo, caméra, téléphone, chaîne HIFI, lecteur DVD, robots ménagers, radio, imprimantes ;
- Les écrans de téléviseur et ordinateur ...

### **Les déchets pris en charge par Eco-mobilier**

Il organise la filière de collecte du mobilier usagé (canapé, lit, matelas...) par la réutilisation, le recyclage ou encore la valorisation énergétique.

### **Les déchets diffus spécifiques (DDS)**

Les DDS sont des déchets ménagers<sup>1</sup> susceptibles de contenir un ou plusieurs produits chimiques pouvant présenter un risque important pour la santé<sup>2</sup> et/ou l'environnement<sup>3</sup> (« produit dont la dangerosité, ponctuelle ou permanente, est susceptible d'entraîner une détérioration notable, temporaire ou définitive, du sol ou du sous-sol ou de la qualité des milieux naturels ou de l'intégrité de la faune ou de la flore »<sup>3</sup>).

Ces déchets font partie des déchets dangereux .

**Les déchets pris en charge par Recylum**

- **Les lampes** correspondent aux équipements électriques et électroniques produisant un rayonnement optique, en général visible, munis d'une interface mécanique et électrique, tel un culot, leur permettant d'être facilement échangeables au cours de la vie des équipements auxquels ils sont destinés, à l'exception des ampoules à filament (incandescences, halogènes, infra-rouge, tubes linolites).
- **Exemples** : lampes fluo-compactes, tubes fluorescents, lampes sodium, lampes à vapeur de mercure, lampes à iodure métallique, lampes à LED...

**Les déchets pris en charge par Corepile sont :**

- Les piles alcalines, salines, lithium, bouton, clôture,
- Les accumulateurs/batteries lithium, Ni-MH, Ni-Cd, petit plomb portable.

## **7. Propriété des déchets**

Les déchets ménagers et assimilés deviennent propriété du Service Public d'Élimination des déchets dès qu'ils ont été pris en charge par ce dernier.

## **8. Interdiction d'abandon de déchets**

(ARTICLES DU CODE PENAL R632-1 ET R635-8) cf. annexe 6 du présent règlement

Il est interdit de déposer ou de jeter sur le domaine public au sens général du terme tel que voiries, accotements, trottoirs, parcs, bois, forêts, cours d'eau, etc... tout objet quelconque (déchets, résidus, vidanges, papiers, emballages, etc...) susceptible de compromettre sa propreté, sa salubrité ou sa sûreté.

Les infractions seront passibles de poursuites dans les conditions prévues par la réglementation.

## **II. Conditions d'exécution du Service Public d'Élimination des Déchets**

---

### **1. Modalités et conditions de collecte en porte-à-porte des ordures ménagères et des déchets recyclables en sacs jaunes translucides**

#### **1-1- Modalité de collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères et recyclables**

##### **Conditions générales**

La collecte des ordures ménagères s'effectue en point de regroupement ou en porte à porte sous réserve d'un accès suffisant.

Pour les emballages, d'une collecte tous les 15 jours en porte à porte en sacs jaunes pour les bouteilles et flacons plastiques, briques alimentaires, emballages en métal, papiers et cartonnets.

Pré-Bocage Intercom dispose de camions équipés pour la collecte de bacs roulants à préhension ventrale, il s'agit d'une collecte à bacs. Il est de la responsabilité de la commune de permettre des conditions de collecte réglementaires, notamment en termes de voirie, de sorte d'éviter absolument la réalisation de marches-arrières pour accéder ou quitter certaines zones.

Un regroupement entre habitations est aussi possible sous réserve d'avoir été accepté par Pré-Bocage Intercom en accord avec la commune concernée.

Les habitants d'impasses où le demi-tour est impossible, de rues trop étroites ou limitées en tonnages devront déposer leurs bacs en extrémité de rue.

Le demi-tour est possible quand une aire de retournement de 15 m de rayon, dégagée de tous véhicules, est accessible à tout moment. Cette aire doit être sur le domaine public.

Certaines zones, du fait de l'étroitesse ou la difficulté d'accès des lieux sont collectées en faisant un point de regroupement. Le fonctionnement de ces points est défini à l'article 14 du présent règlement.

##### **Jours et heures de passage**

L'heure de passage du camion varie selon les tonnages et les conditions de circulation. Il n'est donc pas possible de préciser un horaire fixe.

Les jours de collecte sont disponibles à l'accueil de Pré-Bocage Intercom et sur le site internet [www.prebocageintercom.fr](http://www.prebocageintercom.fr)

Le planning de collecte est susceptible d'être modifié à l'initiative de Pré-Bocage Intercom en fonction de l'évolution des modes de collecte et de l'aménagement du territoire, ces modifications sont diffusées auprès des communes concernées et sur le site internet de Pré-Bocage Intercom.

##### **Sortie des poubelles**

Les bacs pucés et les sacs jaunes translucides doivent être présentés sur la voie publique la veille au soir après 19h00, à distance de la chaussée pour éviter tout accident.

Responsabilité civile :

Tout accident qui pourrait résulter d'un mauvais placement des poubelles est de la responsabilité du déposant.

##### **Modalités générales de présentation des déchets des ordures ménagères**

Les ordures ménagères doivent être déposées, emballées dans des sacs en plastique ou en papier, uniquement dans les bacs à ordures ménagères à couvercle mis à disposition par Pré-Bocage Intercom.

Ces bacs ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritiques ou d'altérer les bacs, de blesser le personnel de collecte, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement. Les couvercles de ces bacs doivent être fermés et aucun sac ni aucun déchet ne doit être visible ni risquer de tomber hors des bacs. Les bacs ne doivent pas rouler ni risquer de tomber ou de glisser. Les bacs doivent être sortis sur la voie publique dans un espace accessible aux véhicules de ramassage. Leur place occupée sur le trottoir ou la chaussée ne doit en rien entraver la circulation des piétons ou des personnes à mobilité réduite, les obligeant à descendre sur la chaussée. Les bacs sont sortis la veille au soir du jour de ramassage. Les bacs doivent être rentrés rapidement après le passage du personnel de collecte. Exceptionnellement, la collecte est réalisée dans le domaine privé d'immeubles, à condition que la chaussée le permette et que la circulation des véhicules soit autorisée dans le domaine privé. L'abandon des ordures ménagères sur la voie publique ou en tout autre lieu public en dehors des modalités prévues au présent article est interdit.

#### **Refus de collecte des ordures ménagères**

Les déchets ménagers, qui ne seraient pas présentés de manière conforme, tant par leur contenant que dans leur contenu, seront refusés à la collecte. Dans ce cas, le service en avisera le détenteur du déchet par tout moyen à sa convenance. **Les bacs ou sacs d'ordures ménagères contenant des déchets recyclables pourront ne pas être collectés.**

Les bacs devront être maintenus propres et en état de rouler par leurs propriétaires. Les déchets ne devront pas être tassés. Les déchets collés au fond du bac ne seront pas collectés. Les habitants sont responsables de la qualité de leur contenant à déchets.

#### **Cas de refus de bac lors de la collecte des ordures ménagères (liste non exhaustive) :**

- Contenu présentant visiblement des recyclables ;
- Poids trop élevé au regard du poids maximum autorisé pour le type de bac levé ;
- Puce absente ou endommagée ;
- Bac non siglé et non fourni par Pré-Bocage Intercom ;
- Couvercle ne se fermant pas complètement car le bac est trop rempli ;
- Déchets en vrac dans le bac.

Les sacs posés sur le bac et au pied du bac ne seront pas collectés et un autocollant d'information pourra être collé sur le sac, le bac ou glissé dans la boîte à lettres.

Pré-Bocage Intercom fournit sur justification de la situation de l'utilisateur un antivol pour fermer le bac en particulier en zone rurale pour des bacs qui sont installés en bord de route à l'écart de l'habitation. L'utilisateur doit enlever son antivol la veille au soir de sorte de signaler ainsi aux équipes qu'il faut le vider.

#### **Modalités générales de présentation des recyclables en porte à porte :**

Les déchets recyclables doivent être uniquement déposés dans les sacs jaunes translucides prévus à cet effet et distribués par les mairies ou dans les bacs à couvercle jaunes distribués sous conditions par PBI ou dans les bacs personnels munis d'un autocollant spécifique délivré par PBI.

#### **Sont compris dans les déchets ménagers recyclables :**

- les emballages plastiques (bouteilles ou flacons) : bouteilles transparentes (eau, huile, boisson gazeuse, vin, vinaigre ...), bouteilles opaques (lait, shampoing ...)
- les emballages papier carton : journaux, magazines, courriers, publicités, sacs en papier, cartonnets, briques alimentaires, ...

- les emballages métalliques (fer et aluminium) : aérosol, bouteilles de sirop, barquette, boîte de conserve, canettes en métal ...

Les cartons ondulés sont tolérés à condition d'être pliés et déposés à côté du sac jaune ou dans le bac jaune sachant que la quantité de dépôt est limitée à 3 ou 4 cartons par collecte.

### **Refus de collecte des recyclables**

Les sacs jaunes destinés à recevoir des déchets recyclables peuvent être refusés dès lors qu'une erreur manifeste de tri est constatée par le personnel de collecte. Dans ce cas, le service en avisera le détenteur du déchet par tout moyen à sa convenance.

Cette liste n'est pas exhaustive. Les informations complémentaires sont disponibles sur le site [www.prebocageintercom.fr](http://www.prebocageintercom.fr).

## **1-2- Conditions de collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères et recyclables**

### **Circulation en marche arrière**

Pour des raisons de sécurité et suivant les recommandations de la CNAMTS avec la R437, les marches arrière sont interdites en dehors des manœuvres effectuées lors d'un demi-tour. Dans ce cas, les ripeurs devront descendre du marchepied et se mettre à la vue directe du conducteur.

En aucun cas le ou les ripeurs ne devront rendre inopérant le dispositif de sécurité destiné à interdire physiquement les marches arrière avec un passager sur le marchepied.

### **Circulation dans les voies privées**

#### **Conditions générales**

**S'agissant d'un service public, le matériel de collecte ne circule que sur les voies publiques.** Les sacs jaunes, bacs pucés, etc...doivent être déposés sur la voie publique au plus près de la voie, sans pour autant déborder sur celle-ci.

#### **Dérogations de circulation en domaine privé**

Des dérogations pourront être apportées à la règle générale dans la mesure où cela ne met pas en danger les biens et personnes amenées à y circuler ni provoquer de désordres sur la propriété.

Ces dérogations exceptionnelles feront l'objet **d'un accord écrit** précisant les motivations et dégageant le prestataire ou la collectivité de toute responsabilité en cas de dégradation des voies de circulation.

#### **Dérogations au dépôt sur le domaine public**

Lorsque l'accès aux locaux vide-ordures ou de stockage des bacs ou sacs est directement accessible et à proximité immédiate du domaine public sans sujétions particulières (obligation d'avoir une clé spécifique, de sonner le gardien, roulage important, marches, pente, etc...) ni risques pour les ripeurs, ces derniers pourront alors pénétrer en domaine privé pour y prendre les déchets.

En aucun cas, la Collectivité ne pourrait être tenue responsable des dégâts qui pourraient survenir lors de ces opérations.

Toutes les demandes de dérogations seront examinées par la Collectivité et feront l'objet d'un accord entre les deux parties.

#### **Collecte dans les voies à double sens**



### **Cas général des voies permettant un croisement aisé**

Lorsque la configuration de la voie permet le passage aisé des véhicules circulant en sens inverse, donc à une vitesse présentant un risque pour tout piéton traversant la chaussée, la collecte s'effectuera un seul côté à la fois.

### **Cas des voies « étroites »**

Lorsque la présence du camion de collecte est un frein patent à l'écoulement du flux de circulation opposé, la collecte pourra alors se réaliser des deux côtés à la fois. Néanmoins, l'agent amené à traverser la rue devra s'assurer qu'il peut le faire sans danger pour lui-même et pour autrui.

### **Caractéristiques des points de regroupement**

Les points de regroupements sont nécessaires pour les secteurs où le camion benne ne peut pas circuler dans des conditions réglementaires. Les foyers concernés doivent apporter leurs ordures ménagères sur un lieu défini par la commune et Pré-Bocage Intercom leurs sacs ou bacs pour être collectés.

### **Cas des projets neufs**

Pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, liée à un projet d'aménagement ou de construction, il sera demandé au pétitionnaire, la surface nécessaire à la mise en place de conteneur nécessaire à la réalisation d'une collecte par semaine.

La surface destinée à recevoir les bacs roulants fera l'objet d'une cession gratuite au profit de la commune. Cette cession gratuite sera formalisée par un acte notarié à la charge du pétitionnaire. La mise en place d'un ou plusieurs bacs roulants en fonction des évolutions de la collecte, le terrassement et les enrobés restant à la charge du pétitionnaire ou de la commune.

L'aire de collecte doit correspondre aux spécifications suivantes :

- L'aire sera plane avec une légère pente pour permettre le bon écoulement des eaux de ruissellement ;
- Aucun réseau enterré ne devra être présent sous l'aire d'accueil des semi enterrés ;
- Aucun réseau aérien ni végétation ne devra surplomber ladite aire pour permettre l'enlèvement des déchets.

### **Cas des bâtiments existants**

Pour les bâtiments existants, les frais de notaire dus à la cession du terrain seront pris en charge par la commune.

### **Création d'un point de regroupement**

Dans les zones en dehors du centre-ville, si 3 logements au moins s'accordent pour réaliser un point de regroupement, la commune aura en charge la mise à disposition des bacs. L'emplacement sera finalisé par un accord entre les différents usagers et Pré-Bocage Intercom.

### **Caractéristiques des locaux vide-ordures**

Quand les locaux destinés au stockage des bacs en attente de la collecte sont situés en domaine public (avec l'autorisation du gestionnaire) ou privé, ils devront répondre à un certain nombre de conditions dont :

- la surface : qui devra être adaptée à la collecte séparée des emballages et ordures ménagères ;
- l'accessibilité et la propreté : directement accessibles du domaine public sans marches, ni pentes importantes, ils devront être maintenus en état de propreté permanent ;
- l'esthétique : dès lors que ces locaux sont installés sur le domaine public ou visible de ce dernier ils devront recevoir l'accord du gestionnaire qui veillera entre autres à la bonne intégration de l'équipement dans le site.

### **1-3- Obligations des agents en charge de la collecte**

Les agents ont l'obligation de respecter les consignes de sécurité émanant des notes internes de service, de ne pas malmenager les poubelles des administrés, d'informer Pré-Bocage Intercom de tout incident et d'être courtois.

## **2. Modalités et conditions de collecte des déchets recyclables « verre » en point d'apport volontaire**

### **2-1. Modalités de collecte des déchets recyclables « verre » en point d'apport volontaire**

#### **Conditions générales**

Cette collecte est effectuée, pour le verre, en apport volontaire par l'intermédiaire d'un Point d'Apport Volontaire (PAV) composé de :

- un conteneur avec signalétique verte pour les bouteilles, pots et bocaux en verre,
- Un PAV, au minimum, est mis à disposition par Commune.

#### **Propriété des colonnes de tri**

Les conteneurs d'apport volontaire sont la propriété de Pré-Bocage Intercom qui en assure l'entretien, la maintenance et les remplace en cas d'accident.

Les Communes mettent à disposition le terrain d'assiette et en assurent le nettoyage, y compris l'enlèvement des déchets indus qui y seraient déposés.

### **2-2. Conditions de collecte des déchets recyclables « verre » en point d'apport volontaire**

#### **Vidage des conteneurs**

Les conteneurs sont vidés à l'initiative du prestataire qui établit son planning en fonction des taux de remplissage.

Les apports restants fluctuants, les Communes signaleront à Pré-Bocage Intercom les débordements éventuels nécessitant un vidage anticipé.

Les débordements, dus à la saturation d'un conteneur, seront enlevés par le prestataire. Les dépôts sauvages (caissettes en bois, sacs plastiques ayant par exemple servis au transport des recyclables et autres sacs d'ordures ménagères) sont enlevés par les Communes.

Les auteurs des dépôts sauvages s'exposent à des sanctions des Maires des Communes dans le cadre de leur pouvoir de police. Les communes doivent maintenir accessible aux usagers et au prestataire le vidage des PAV. En cas de travaux à réaliser à proximité, la commune devra contacter préalablement Pré-Bocage Intercom pour faire déplacer les colonnes par notre prestataire et uniquement par ce dernier.

#### **Déplacement des PAV**

Les emplacements des PAV ont été déterminés par les Communes en accord avec Pré-Bocage Intercom. L'une ou l'autre des parties peut en demander le déplacement. Celui-ci, après accord,

sera réalisé aux frais du demandeur. La Commune aura à sa charge l'entretien de l'emplacement, ce qui comprend l'évacuation des dépôts déposés illicitement.

**Il est strictement interdit de faire déplacer les colonnes sans avis préalable de Pré-Bocage Intercom, les conteneurs doivent être exclusivement déplacés par le prestataire.**

### **3. Modalités et conditions d'accès aux déchèteries -règlement intérieur des déchèteries**

#### **3.1-Définition et rôle de la déchèterie**

La déchèterie a pour rôle de :

- Permettre aux habitants, aux artisans et commerçants d'évacuer dans de bonnes conditions les déchets non collectés par le service des ordures ménagères ;
- Lutter contre les dépôts sauvages ;
- Favoriser le tri des déchets et économiser les matières premières en recyclant certains déchets : papiers, cartons, ferrailles, huiles moteur usagées, verres...

#### **3.2-Rôle du gardien**

Le gardien est chargé de :

- Assurer l'ouverture et la fermeture de la déchèterie ;
- Veiller au bon fonctionnement de celle-ci ;
- Maintenir la propreté des lieux ;
- Accueillir et informer les usagers ;
- Veiller au tri effectué par les usagers ;
- Tenir le registre d'entrée ;
- Veiller à ce que les bennes soient vidées régulièrement ;
- Faire respecter le présent règlement ;

#### **3.3- Déchets acceptés en déchèterie**

Les apports en déchèteries sont limités à **5 m<sup>3</sup> par semaine.**

##### **Les déchets acceptés sont les suivants :**

- Déchets verts (pelouse, feuilles, fleurs...) ;
- Branchages ;
- Encombrants ;
- Ferrailles ;
- Cartons ;
- Bois ;
- L'huile de vidange ;
- Les déchets ménagers spéciaux (Piles, batteries, peintures, colles, vernis, aérosols, phytosanitaires, néons...) ;
- Les gravats (\*) ;
- Mobilier.

(\*) Les gravats, c'est-à-dire :

- Les pierres ;
- Le béton ;

- Les tuiles et céramiques ;
- Les briques ;
- Le sable ;
- La terre ;
- Les ardoises.

**Des conteneurs sont à votre disposition sur chacune des déchèteries :**

**Déchèterie de Caumont sur Aure - Livry :**

- 1 conteneur pour les bouteilles et bocaux en verre,
- 1 conteneur pour les papiers, livres, journaux et magazines.

**Déchèterie de Maisoncelles-Pelvey :**

- 1 conteneur pour les bouteilles et bocaux en verre,
- 1 conteneur pour les papiers, livres, journaux et magazines.

**Les déchets non acceptés :**

Les déchets amiantés ne sont plus collectés à la déchèterie de Maisoncelles-Pelvey depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Pour toutes informations sur les modalités de traitement de ce type de déchets, consulter le site internet [www.prebocageintercom.fr](http://www.prebocageintercom.fr).

**3.4- Conditions d'accès aux déchèteries par les usagers**

Pré-Bocage Intercom a mis en place à compter du 01 juin 2018 une carte d'accès aux déchèteries. Cette carte permet à Pré-Bocage Intercom de mieux contrôler la provenance des déchets dans ses deux déchèteries, ainsi de mieux appréhender les quantités déposées par les différents usagers.

L'accès aux déchèteries ne pourra se faire qu'avec la carte d'accès.

Tout changement de situation doit être impérativement signalé à la communauté de communes, au service de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères dans les meilleurs délais. Nous nous chargerons de vous informer de la démarche à suivre en fonction de votre demande.

**En cas de casse, perte, vol ou non restitution, la réédition de la carte d'accès sera facturée à 15€ (délibération n°20180131-30 du Conseil Communautaire du 31 janvier 2018).**

**Lors de la clôture du compte, l'administré doit remettre tous ses justificatifs, son bac et sa carte de déchèterie. En cas d'oubli de cette dernière lors de la clôture du compte, un délai de 7 jours (envoi postal possible) est laissé. Passé ce délai, les 15€ seront facturés.**

Pour récupérer la carte d'accès, il est nécessaire de contacter Pré-Bocage Intercom au 02-31-77-12-36 pour pouvoir venir la chercher.

L'utilisateur devra présenter sa carte d'accès à la borne avant tout déchargement. La borne enregistrera ensuite le nom, la commune et la catégorie (particulier, professionnel) de l'administré. L'utilisateur devra préciser le type de déchets apportés aux gardiens qui l'accueilleront.

La quantité de déchets déposée en déchèterie par les administrés est limitée à un volume maximum de 5m<sup>3</sup> par semaine. Au-delà, l'accès aux déchèteries de Pré-Bocage sera refusé.

Les professionnels doivent exercer dans l'une des communes de l'article 3.

Suivant le type de véhicule et les déchets apportés, le gardien guidera l'utilisateur vers :

- Le quai de déchargement (réservé aux véhicules de PTAC inférieure à 3,5 tonnes),  
Règlement du service d'Élimination des déchets ménagers de Pré-Bocage Intercom  
Version du 20/10/2021

- Vers la voie d'évacuation des bennes située en contrebas.

### 3.5-Horaires d'ouverture des déchèteries de Pré-Bocage Intercom

<b>Déchèterie de Maisoncelles-Pelvey</b>					
<b>Les Parts - 14 310 Maisoncelles-Pelvey</b>					
<b>Hiver : du 1/10 au 31/03</b>			<b>Eté : du 01/04 au 30/09</b>		
	<b>Matin</b>	<b>Après-Midi</b>		<b>Matin</b>	<b>Après-Midi</b>
Lundi	10:00-12:00	14:00-17:00	Lundi	10:00-12:00	14:00-18:00
Mardi	*	14:00-17:00	Mardi	*	14:00-18:00
Mercredi	10:00-12:00	14:00-17:00	Mercredi	10:00-12:00	14:00-18:00
Jeudi	*	14:00-17:00	Jeudi	*	14:00-18:00
Vendredi	10:00-12:00	14:00-17:00	Vendredi	10:00-12:00	14:00-18:00
Samedi	10:00-12:00	14:00-17:00	Samedi	09:00-12:00	14:00-18:00

\* Ouverture de 8h00 à 10h00 uniquement pour les professionnels munis d'une carte professionnelle, pensez à vous déclarer auprès du service !



<b>Déchèterie de Livry (Caumont-sur-Aure)</b>					
<b>LD Briquessart - Livry - 14 240 Caumont-sur-Aure</b>					
<b>Hiver : du 1/10 au 31/03</b>			<b>Eté : du 01/04 au 30/09</b>		
	<b>Matin</b>	<b>Après-Midi</b>		<b>Matin</b>	<b>Après-Midi</b>
Lundi	-	14:00-17:00	Lundi	-	14:00-18:00
Mardi	-	14:00-17:00	Mardi	-	14:00-18:00
Mercredi	-	14:00-17:00	Mercredi	-	14:00-18:00
Jeudi	-	14:00-17:00	Jeudi	-	14:00-18:00
Vendredi	10:00-12:00	14:00-17:00	Vendredi	10:00-12:00	14:00-18:00
Samedi	10:00-12:00	14:00-17:00	Samedi	09:00-12:00	14:00-18:00

### 3.6-Comportement des usagers

L'accès à la déchèterie et au centre de stockage des gravats se fait aux risques et périls des usagers.

Afin d'éviter tout accident, les usagers doivent :

- Respecter les règles de circulation sur le site (arrêt à l'entrée, limitation de vitesse, sens de circulation) ;
- Respecter les consignes du gardien (voie à emprunter) ;
- Ne pas descendre dans les bennes ;
- Ne pas pénétrer dans le local destiné aux DMS.

Il est demandé aux usagers de trier au préalable les déchets apportés afin d'éviter les stationnements de longue durée.

**Il est formellement interdit de récupérer quoique ce soit dans les bennes.**

Une fois le déchargement de leurs déchets effectué, les usagers devront évacuer les lieux, après avoir nettoyé si nécessaire les déchets restants sur le quai.

L'accès à la déchèterie est interdit aux mineurs non accompagnés d'un adulte. Les enfants venant à la déchèterie s'y déplacent sous la responsabilité de leurs parents. En revanche, les enfants de moins de 13 ans doivent rester à l'intérieur des véhicules.

Les animaux doivent rester dans les véhicules et sont sous la responsabilité de leurs propriétaires.

### **3.7-Infraction au règlement de déchèterie**

Tout usager ne respectant pas le règlement se verra interdire l'accès aux déchèteries.

## **III. Financement du service d'Élimination des déchets ménagers**

---

### **1. Dotation des volumes des bacs à ordures ménagères mis à disposition**

#### **1.1-Principe de dotation**

Pré-Bocage Intercom met à la disposition de chaque foyer ou entreprise un bac siglé du logo du Syndicat Mixte du Pré-Bocage ou de Pré-Bocage Intercom équipé d'une puce de type RFID. Cette puce est indispensable pour comptabiliser les levées de chaque usager du service. En cas d'anomalie de puce découverte lors du vidage du bac, Pré-Bocage Intercom procédera au changement de la puce.

Concernant les usagers au statut de particuliers, c'est la collectivité qui impose le volume du bac en fonction du nombre de personnes vivant dans le foyer.

Dotation en bacs individuels avec 18 levées par année civile incluses dans la partie fixe :

- 80 litres : foyer d'une personne ;
- 120 litres : foyer de deux à trois personnes ;
- 180 litres : foyer de 4 à 6 personnes ;
- 240 litres : foyer de 7 personnes et +.

Ces dotations représentent un minimum, sur demande, un foyer peut demander un bac d'une contenance supérieure. Il se verra alors facturer le montant de redevance du volume effectivement détenu.

Les foyers de 6 personnes peuvent choisir un bac de 180 ou 240 litres.

Les foyers de plus de 8 personnes se voient attribuer un bac de 240 litres mais peuvent néanmoins choisir plutôt un bac de 360 litres avec 30 levées incluses dans l'abonnement.

Les usagers au statut de professionnels peuvent choisir le volume de leur bac en fonction de leur besoin. Il n'y a pas de tarification spécifique aux professionnels pour les bacs dont le volume est compris entre 80L et 240 L. Au-delà, une tarification est prévue pour les professionnels considérés comme des gros producteurs.

Les changements dans la situation du redevable qui peuvent être pris en compte sur présentation de justificatifs sont : les emménagements, les déménagements, les modifications de la composition

du foyer (naissance, décès, départ, ...) et les cessations d'activités. Le changement de volume de bacs pour la facturation se fera au moment du changement effectif de bac.

### 1.2-Demande de modification du volume du bac

Le changement de bac ne sera en principe pas possible, sauf à être justifié par l'utilisateur en raison d'une modification durable de la composition du foyer. Pré-Bocage Intercom demeurera seul juge de la nécessité effective du changement de taille.

Pour les particuliers, le volume du bac dépend du nombre de personnes dans le foyer.

- Cas d'un foyer qui demande à changer son bac pour un plus petit : possible sous condition de modification de la composition du foyer qui doit alors être justifiée auprès de Pré-Bocage Intercom ; cette modification s'effectue uniquement avec justificatif et est effective à la date du dépôt du justificatif.
- Cas d'un foyer qui demande à changer son bac pour un plus grand : cela doit simplement être expliqué.

Pour les Professionnels, la demande doit aussi être simplement justifiée, quel que soit le motif.

Un seul changement **de volume de bac** peut être demandé par année pour un même usager, professionnel ou particulier. **Au-delà, des frais de mise en service de 50 euros seront facturés.**

En cas de changement de bac ou de remise d'un bac du fait d'un déménagement, l'utilisateur a l'obligation de nettoyer son ancien bac avant de le rendre à Pré-Bocage Intercom sinon des frais de nettoyage forfaitaires lui seront facturés (30 euros). Pré-Bocage Intercom sera seul juge de la nécessité de nettoyer le bac à réception de ce dernier.

Quel que soit le motif, les conséquences d'un changement de bac en termes de facturation sont prises en compte lors de la facture suivante. Pour un changement en cours de mois, la facture sera proratisée.

### 1.3- Dispositif alternatif : bacs collectifs à tambour

Le dispositif habituel mis en œuvre prévoit de fournir à chaque foyer un bac individuel muni d'une puce RFID. Néanmoins, dans certaines situations, cette modalité n'est pas possible ou pas souhaitable. Pré-Bocage Intercom a pour les cas suivants mis à la disposition des usagers, à proximité de leur logement, un ou plusieurs bacs collectifs munis d'un système de tambour permettant d'y glisser des sacs poubelles de 30 litres en identifiant l'utilisateur à partir d'un badge. Sont concernés principalement :

- Des logements collectifs en zone urbaine qui ne permettent pas de stocker suffisamment de bacs individuels ou dans des conditions de sécurité (voirie) suffisantes,
- Des lieux-dits difficiles d'accès pour les camions de collecte où l'installation d'un bac collectif permet de réduire le risque d'accidents,
- Des maisons secondaires, si les propriétaires le souhaitent, et malgré l'éventuel éloignement du bac collectif le plus proche.

Un badge en plastique est confié gratuitement à chaque usager concerné. Un abonnement annuel au service est facturé aux usagers disposant d'un tel badge. Cet abonnement annuel comprend un forfait de collecte et de traitement portant sur 52 sacs de 30 litres. A la différence des bacs individuels, quel que soit l'effectif du foyer, le montant de cet abonnement est le même et correspond à un foyer d'une personne (1 560 litres annuels). Les usagers concernés permettant de réaliser des économies sur les frais de collecte bénéficient ainsi d'un tarif sensiblement plus

avantageux. Des levées supplémentaires, notamment pour les foyers les plus importants sont néanmoins à régler en N+1.

Le dépôt dans les tambours d'identification se fait obligatoirement dans des sacs de 30 litres. Le dépôt en vrac, ou même de déchets ajoutés dans le tambour en plus d'un sac, est interdit car le tambour risque d'être bloqué, voire endommagé. En cas de casse, des frais de remise en état peuvent être facturés au responsable.

L'utilisateur peut déposer ses sacs de déchets indifféremment dans n'importe quel bac collectif installé sur le secteur de Pré-Bocage Intercom.

**En cas de perte du badge, son remplacement sera facturé 10€ à l'utilisateur.**

En dehors de ces modalités spécifiques, les usagers sont soumis aux mêmes règles que ceux disposant d'un bac individuel, notamment celles qui concernent l'entretien du matériel mis à disposition, et les modalités de facturation et de paiement.

Tout sac d'ordures ménagères déposé près d'un bac collectif à tambour d'identification sera considéré comme un dépôt sauvage et les fautifs seront sanctionnés par l'amende correspondant à ce type d'infraction.

#### **1.4-Cas particuliers de dotation**

##### **Les gros producteurs de déchets**

Il est rappelé que la Collectivité n'est pas dans l'obligation d'assurer le service pour les professionnels qui peuvent faire réaliser la collecte et le traitement de leurs déchets par un prestataire privé. Pour ne pas payer de redevance, les professionnels doivent être en mesure de prouver qu'ils ont un contrat avec un prestataire qui couvre la collecte et le traitement de l'ensemble des déchets (au moins une benne « DIB »). Pour les gros producteurs, il est possible qu'ils sollicitent Pré-Bocage Intercom pour une prestation spécifique qui tient compte de leurs besoins. Ces demandes sont examinées par une commission dédiée au sein de Pré-Bocage Intercom qui peut faire une proposition au producteur de déchets. Un contrat est alors signé entre ce producteur de déchets et Pré-Bocage Intercom.

##### **Les assistantes maternelles et les chambres d'hôtes**

Considérant que ces activités ne génèrent pas d'autres types de déchets que ceux d'un ménage mais dans des volumes plus importants, les assistantes maternelles et les chambres d'hôtes peuvent choisir le volume de leur bac en fonction de leurs besoins, avec au minimum le volume de bacs correspondant au foyer.

##### **Manifestations et installations temporaires**

Les usagers présents sur le territoire pour une durée courte sont aussi assujettis à l'utilisation du Service Public d'Élimination des Déchets. Au plus tard le jour de leur installation sur le secteur de Pré-Bocage Intercom, les usagers doivent contacter Pré-Bocage Intercom pour étudier une solution adaptée et temporaire.

Ces activités peuvent donner lieu à la possibilité de venir chercher un bac à ordures ménagères et un bac pour les recyclables, avec tarification spécifique en fonction du volume de bac pris. cf. délibération grille tarifaire annuelle.

La mise à disposition de bac nécessite la signature d'une convention de mise à disposition entre l'utilisateur et PBI, fixant tous éléments de la mise à disposition.



### **Activité professionnelle saisonnière ou irrégulière**

Le professionnel ayant une activité saisonnière pourra solliciter Pré-Bocage Intercom pour disposer d'un deuxième bac du même volume que le premier utilisable en haute saison (trois mois maximum) et pour lequel il ne paiera que des levées supplémentaires. L'utilisation de ce bac devra rester limitée de sorte que le total des levées cumulées des deux bacs sur l'année ne devra pas dépasser 52. S'il y a entre les deux bacs plus de 52 levées dans l'année civile, un deuxième abonnement devra être payé sous forme de régularisation en N+1 ainsi que le forfait de collecte et de traitement correspondant.

### **Activités agricoles**

Les activités agricoles disposent de filières propres qui permettent de collecter et de traiter leurs déchets. Sur demande du service de Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères de Pré-Bocage Intercom, il pourra être demandé aux professionnels de ce secteur de fournir une attestation de prise en charges de leurs déchets par une entreprise extérieure. Elles sont par conséquent exonérées du paiement de la redevance. Etant exonérées, elles n'ont alors pas accès aux déchèteries. Si ces entreprises veulent disposer d'un accès aux déchèteries, elles peuvent adhérer volontairement au service en payant une redevance.

## **2. Entretien et utilisation des bacs mis à disposition**

### **2-1 Entretien des bacs mis à disposition**

Les bacs mis à disposition des usagers par Pré-Bocage Intercom sont confiés, au sens de l'article 1915 du Code Civil, à la garde de l'utilisateur. Ce dernier doit apporter et veiller à ce que soient apportés les mêmes soins qu'il apporte à la garde des choses qui lui appartiennent.

En cas de manquement à l'obligation d'entretien courant du bac mis à la disposition de l'utilisateur par Pré-Bocage Intercom, ce dernier pourra charger une entreprise spécialisée de réaliser cette mission aux frais de l'utilisateur.

L'utilisateur est tenu de faire connaître à Pré-Bocage Intercom par écrit toute détérioration ou disparition de bac, quelles que soient les circonstances de leur survenue.

En cas de signalement d'une disparition de bac ou d'une détérioration par un tiers, il pourra être demandé à l'utilisateur de déposer plainte. Par défaut, des frais de fourniture d'un nouveau bac pourront être facturés.

### **2-2 Utilisation des bacs pucés mis à disposition**

Pour rappel, seul l'usage des bacs appartenant à Pré-Bocage Intercom et mis à disposition par lui est autorisé pour présenter à la collecte les ordures ménagères et les déchets assimilés, à l'exclusion de tout autre récipient ou contenant.

- Présenté pour un vidage, le couvercle du bac doit pouvoir fermer sans effort et doit être équipé de sa puce RFID fonctionnelle. Il est interdit de faire déborder les déchets au-dessus du niveau supérieur de la cuve, de poser des sacs sur le couvercle ou à côté du bac. Les sacs excédentaires ne seront pas collectés ;
- Il est interdit de déposer les déchets en vrac, sans sac, dans les bacs ;
- Un sac poubelle du volume du bac peut être glissé à l'intérieur pour y recevoir les déchets. Il devra néanmoins être impérativement fermé avant la présentation du bac pour être

collecté de sorte que ce sac soit déversé avec les déchets qu'il contient et qu'après vidage l'intérieur du bac soit nu ;

- Aucun tassement artificiel (pression, damage, compaction, mouillage) des déchets n'est autorisé. Il ne sera pas procédé au vidage manuel de bacs incomplètement vidés après levée par le lève-conteneur de la benne ;
- Chaque bac dispose d'une indication sur le poids maximum une fois chargé. Il est de la responsabilité de chaque usager de ne pas dépasser ce poids sous peine de risquer la casse du bac. Un bac cassé du fait d'un poids excessif sera alors facturé à l'utilisateur lors du remplacement pour un montant de 50€ ;

### **2-3 Vol de bac pucé**

En cas de vol du bac pucé, il sera demandé au redevable de porter plainte à la Gendarmerie. Un exemplaire de ce document sera demandé par Pré-Bocage Intercom. A défaut, des frais de remplacement à hauteur de 50 euros pourront être facturés au redevable.

### **2-4 Bac pucé cassé ou endommagé**

L'entretien du bac pucé mis à disposition relève de son usager. En cas de casse d'une partie du bac, l'utilisateur doit avertir au plus vite Pré-Bocage Intercom, qui est le seul à être habilité à changer une pièce cassée ou défectueuse. En cas d'usure anormale, sans justification pertinente, des frais de remise en état peuvent être facturés à l'utilisateur. Ce dernier doit respecter en particulier le poids maximum de déchets qui peuvent y être déposés. Ce poids est gravé sur le bac. Il est interdit d'y mettre les déchets en vrac ou de les tasser (article 1.7.5).

## **3. Modalités de calcul et de mise en œuvre de la Redevance d'Enlèvement des Ordures ménagères (REOM)**

### **3.1 Modalités de calcul de la redevance**

La REOM est calculée en partie sur l'utilisation du service. Le système de facturation est comparable à celui des services de distribution de l'eau et de l'électricité avec un abonnement et une partie variable en fonction de la consommation du service.

La facture annuelle est composée d'un abonnement et d'une partie variable.

**La partie abonnement** qui est obligatoire se décompose elle-même entre :

- Les frais d'accès aux services qui portent sur des charges incompressibles comme notamment le passage systématique du camion, la gestion des bacs, la gestion de la collecte sélective, la gestion de la déchèterie, et les frais administratifs ; son montant varie selon la taille du foyer
- Les frais forfaitaires de collecte et de traitement des ordures ménagères portant sur 18 levées par année civile pour les bacs de 80L, 120L 180L et 240L ; portant sur 30 levées pour les bacs de 360L, 660L et 770L et portant sur 52 dépôts de sacs de 30L pour les usagers qui doivent utiliser un bac collectif à tambour d'identification.
- Les frais de traitement correspondant d'un montant forfaitaire en fonction de la taille du bac ainsi que les frais liés aux déchets recyclables.

**La partie variable** porte sur les levées complémentaires et supplémentaires au-delà du forfait inclus dans l'abonnement. Le prix unitaire de la levée complémentaire et supplémentaire est fonction de la taille du bac :

- Pour les bacs de 80L, 120L 180L et 240L – les levées complémentaires correspondent aux levées comprises entre 19 et 24 levées (6 levées), au-delà c'est le tarif des levées supplémentaires qui sera appliqué.
- Pour les bacs de 360L, 660L et 770L– les levées supplémentaires correspondent aux levées au-delà de 30, elles ont un tarif spécifique.
- Pour les badges, les levées complémentaires correspondent aux dépôts compris entre 53 et 69 (17 ouvertures), au-delà c'est le tarif des levées supplémentaires qui sera appliqué.

Si l'utilisateur n'a pas utilisé toutes les levées prévues dans le forfait annuel (ou proratisé en cas de changement de bac en cours d'année ou de déménagement), il n'y a pas de report d'une année sur l'autre.

Les frais d'abonnement sont systématiquement facturés par bac. Ainsi, un professionnel qui a deux bacs, que ce soit sur un même site ou sur deux sites distincts, quel que soit leur volume respectif, paiera deux abonnements.

La mise à jour du montant de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères est votée chaque année avant le 31 décembre de l'année précédant son application par le conseil communautaire. Cette mise à jour évolue en fonction des coûts réels du service. En l'absence de délibération modifiant la grille tarifaire, c'est celle de l'année précédente qui continue à s'appliquer.

L'abonnement annuel est à régler dans l'année en cours (année N). La partie variable (les levées supplémentaires) est à régler l'année suivante (N+1) sur la base tarifaire de l'année N.

Le suivi du nombre de levées peut se faire par internet ou en interrogeant le service dédié à Pré-Bocage Intercom. Les relevés des levées réalisées peuvent présenter exceptionnellement des omissions en raison d'un problème technique exceptionnel même si un système alternatif est utilisé par les équipes de collecte. Il peut néanmoins y avoir un décalage dans le temps entre la remontée des informations et les levées effectives. Tout vol de bac doit être signalé immédiatement de sorte de le « blacklister » et d'éviter à l'utilisateur le paiement de levées indues. Seules les levées réalisées après la déclaration du vol seront déduites.

### **3.2 Demande d'exonération partielle ou totale de Redevance au motif que la personne concernée prétend ne pas utiliser le service**

Les locaux ne disposant pas d'abonnement actifs d'eau et d'électricité ne sont pas assujettis à la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Le maire de la commune concernée est le seul à être habilité à produire une attestation confirmant l'absence d'activité sur ces locaux. Cette attestation datant de moins de 60 jours doit être présentée à Pré-Bocage Intercom, sans présumer d'autres éléments, pour prétendre à cette exonération. Leurs propriétaires des locaux concernés ne peuvent alors bénéficier d'un accès aux déchèteries sauf à payer un abonnement annuel (CF article 3.5).

Un local non assujetti à la redevance mais déclaré non utilisé sur attestation de la mairie sera exonéré uniquement pour la durée d'inoccupation (exemple : le temps que le bien soit vendu ou loué).

Tous les Particuliers sont redevables, car il est impossible pour un ménage de ne produire aucun déchet. Un particulier produit forcément des déchets, même en très faible quantité et utilise forcément l'un des services suivants : apport en déchèterie, point d'apport volontaire, vidage de bac par le camion benne, au moins une fois de temps en temps.

Les professionnels peuvent être exonérés totalement de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères sous réserve de la justification d'un contrat passé avec un prestataire privé agréé couvrant l'enlèvement et l'élimination de tous les déchets. En cas d'exonération, un professionnel n'a plus accès aux services, y compris les déchèteries.

Enfin, l'éloignement d'un usager par rapport à la zone desservie par la collecte n'est pas un motif de dégrèvement ou d'exonération puisqu'une partie essentielle du service d'élimination, à savoir le traitement, n'est pas impacté par cet éloignement.

Dans le cadre de la redevance, il n'existe pas d'autre possibilité d'exonération totale ou partielle, d'abattement, de réduction, de remise ou autre diminution. Aucun critère socio-économique (revenus, âge, invalidité...) ne peut justifier d'une exonération partielle ou totale du montant de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Aucune exonération (ou dégrèvement) ne sera accordée en cas de travaux de voirie, ou suite au non-passage de la benne de collecte pour cause d'intempéries, notamment empêchant ponctuellement le service d'être assuré en porte à porte.

Tout autre cas particulier pourra néanmoins être examiné par une commission dédiée et la sollicitation devra être formalisée par courrier auprès de Pré-Bocage Intercom.

### **3.3 Confusion du lieu de travail et d'habitation**

#### **Activités produisant des déchets spécifiques**

En cas de confusion entre un habitat personnel et un atelier de travail ou un commerce, il sera dû une redevance au titre de l'activité professionnelle et une redevance au titre du foyer d'habitation. Les gîtes entrent dans cette catégorie (chaque adresse de gîte est assujettie au paiement d'un abonnement et d'un forfait de collecte et traitement).

#### **Activités à domicile ne produisant que des déchets de type ménager**

Les activités à domicile ne produisant que des « déchets ménagers » comme les assistantes maternelles, les activités tertiaires à domicile ou les chambres d'hôte paient une seule redevance au titre cette activité et du foyer et un seul bac leur sera fourni, sauf demande contraire. Le volume du (des) bac(s) mis à disposition sera fonction des souhaits de l'usager ayant une activité à domicile et avec au minimum l'effectif du foyer.

### **3.4 Tarification des résidences secondaires**

Les maisons secondaires sont soumises aux mêmes modalités de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères que les autres usagers mais ils peuvent choisir le volume de leur bac, en accord avec Pré-Bocage Intercom. Il leur est conseillé d'avoir un bac avec antivol s'ils ne peuvent pas ranger systématiquement leur bac après collecte par le camion. Ils peuvent aussi convenir avec Pré-Bocage Intercom d'une modalité de rangement de bac adaptée à leur situation (exemple : le glisser derrière un mur ou une haie après vidage). Les propriétaires de résidences secondaires peuvent aussi demander un badge à la place d'un bac individuel pucé s'ils préfèrent se déplacer jusqu'au bac collectif le plus proche. Sur demande, les factures pourront être expédiées à l'adresse du domicile principal.

### **3.5 Tarification des logements non habités (cas des administrés résidant en EPHAD)**

Les logements non habités (cas des administrés résidant en EPHAD) sont soumis aux mêmes modalités de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères que les résidences secondaires. La redevance la moins élevée de la grille tarifaire sera appliquée. Les propriétaires peuvent ainsi avoir accès aux services de collecte et de déchèterie pour entretenir leur logement.

Règlement du service d'Élimination des déchets ménagers de Pré-Bocage Intercom

Version du 20/10/2021

### 3.6 Tarification pour accès en déchèteries

L'occupant d'un local bénéficiant d'une exonération (absence d'abonnement eau/électricité) ne peut bénéficier du service public d'élimination des déchets, donc par exemple, de l'accès aux déchèteries du Pré-Bocage. Malgré son exonération, si l'occupant d'un tel local souhaite bénéficier d'un accès aux déchèteries, il devra payer le prix de l'abonnement d'un bac dont le volume sera fixé en accord avec Pré-Bocage Intercom et l'estimation d'utilisation de la déchèterie.

### 3.7 Gestion des changements de situation

#### **Nouvel arrivant**

Tout nouvel arrivant sur le secteur de Pré-Bocage Intercom est tenu de se déclarer auprès de la collectivité afin de bénéficier du service et d'obtenir tous les renseignements pratiques et nécessaires à la collecte des ordures ménagères.

L'abonnement annuel est calculé prorata temporis, en fonction du temps de présence à l'adresse. Tout changement de statut (qualité de propriétaire ou de locataire, état civil, composition du foyer, raison sociale, coordonnées bancaires, ...) est à déclarer à Pré-Bocage Intercom dans les plus brefs délais et au plus tard quinze (15) jours après la prise d'effet du changement. Lorsqu'un changement de coordonnées n'a pas été signalé, la facturation est établie sur la base de la situation connue. Une carte d'accès aux déchèteries est remise ou expédiée au nouvel arrivant par Pré-Bocage Intercom.

#### **Déménagement**

En cas de déménagement, l'utilisateur doit en informer préalablement Pré-Bocage Intercom. Même en cas de déménagement dans une autre commune du secteur, PBI devra procéder à une nouvelle dotation en bac pour la nouvelle adresse. En cas de déménagement en dehors de ce territoire, le changement de situation vis-à-vis du Service Déchets sera pris en compte sous la forme d'un remboursement ou d'un rattrapage de facturation (à cet effet, le redevable devra faire parvenir un relevé d'identité bancaire).

L'utilisateur qui déménage doit immédiatement informer PBI au plus tard le jour du déménagement pour signaler le départ et ainsi arrêter son abonnement, faute de quoi il se verra facturer la redevance due par le successeur dans ce logement. Dans ce cas aussi l'abonnement annuel est calculé prorata temporis, en fonction du temps de présence à l'adresse. Les éventuelles levées supplémentaires sont calculées elles-mêmes en fonction de ce prorata.

L'ancien bac doit être remis à Pré-Bocage Intercom avec l'ancienne carte d'accès à la déchèterie si l'utilisateur quitte le Pré-Bocage.

#### **Cessation d'activité**

Un professionnel qui cesse son activité doit fournir un justificatif à Pré-Bocage Intercom pour clore son abonnement au service. Exemples de justificatif à produire : attestation de radiation (CCI ou Chambre des Métiers, Tribunal du Commerce), attestation MSA ou URSSAF...

La modification est prise en compte au 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la cessation d'activité.

En l'absence de justificatif avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année en cours, l'abonnement annuel est dû pour la totalité de l'année.

#### **Proratization**

Le contrat d'abonnement est réputé commencer le jour où le bac est mis à disposition. En cas de déclaration tardive de l'utilisateur, une date antérieure peut être prise en compte.

Les calculs de régularisation en cas d'emménagement ou de déménagement se font au prorata temporis. Concernant le nombre de levées, le forfait est également proratisé en cas de

Règlement du service d'Élimination des déchets ménagers de Pré-Bocage Intercom

Version du 20/10/2021

déménagement, emménagement ou de changement de bac et, si le calcul ne donne pas un nombre entier, il est arrondi au nombre entier le plus proche. Les levées du forfait non réalisées en fin de contrat ne sont pas reportables (changement de bac) ni remboursables (déménagement).

### **Pièces justificatives pour les évolutions**

Toutes les réclamations ou demande d'évolution de la facturation de la redevance doivent être formulées à partir d'un courrier exprimant la situation ainsi qu'un justificatif.

Pour chaque demande de modification de la situation de l'utilisateur, un justificatif de moins de trois mois devra être fourni.

### **Les pièces justificatives demandées :**

Situation	Justificatifs à produire	Date de remise des justificatifs	Date de prise en compte de la modification
Décès	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Certificat de décès</li> <li>▫ Nom et adresse du notaire chargé de la succession</li> </ul>	Le mois de la date du décès	Date du décès
Déménagement d'une habitation ou d'une location	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Attestation de l'agent immobilier ou du propriétaire que le logement est vacant</li> <li>▫ Attestation de vente (pour les propriétaires)</li> <li>▫ Résiliation du compteur d'eau</li> <li>▫ Copie de la Carte Nationale d'Identité</li> </ul>	Le mois du déménagement	Date de départ, si les formalités sont effectuées au-delà d'un mois, le forfait bac non-rendu et carte de déchèterie non restituée sera appliqué (art8)
Déménagement d'une habitation en propriété	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Attestation du propriétaire que son logement est vacant</li> <li>▫ Copie de la Carte Nationale d'Identité</li> </ul>	Le mois du déménagement	Date de départ, si les formalités sont effectuées au-delà d'un mois, le forfait bac non-rendu et carte de déchèterie non restituée sera appliqué (art 8)
Emménagement d'une habitation en location ou en propriété	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Attestation d'achat</li> <li>▫ Contrat de location</li> <li>▫ Souscription d'un abonnement EDF (sous condition de production de la résiliation de l'abonnement du logement précédent)</li> <li>▫ Copie de la Carte Nationale d'Identité</li> </ul>	Le mois de l'emménagement	Date d'arrivée au logement
Cessation d'activité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Certificat de radiation</li> <li>▫ Copie de la Carte Nationale d'Identité</li> </ul>	Le mois de cessation d'activité	Date du jugement
Nbre de personnes au foyer dans le cadre d'une garde partagée	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Décision du Juge des Affaires Familiales</li> <li>▫ A défaut, un document signé des deux parties</li> <li>▫ Copie de la Carte Nationale d'Identité</li> </ul>		Date de fourniture des justificatifs
Logement inhabité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation du Maire prouvant le non-recours à l'ensemble des services de la redevance incitative : ordures ménagères, recyclables, points d'apport volontaire pour le verre, et l'accès aux déchèteries.</li> <li>- L'administré devra fournir en plus un justificatif prouvant qu'il ne résidait pas dans l'habitation pendant la période d'exonération demandée.</li> </ul>	Le mois du changement de situation	Date de fourniture des justificatifs

L'utilisateur du service est tenu d'informer le service de tout changement dans sa situation dans un délai d'un mois de l'évènement.

A défaut de signalement dans ce délai, la date de prise en compte sera celle du changement effectif réalisé par la collectivité suite à la réception des justificatifs de l'utilisateur.

### **3.8 Refus d'adhésion au service ou refus de récupération du bac pucé ou badge d'identification**

L'utilisateur qui refuse le contenant agréé proposé par Pré-Bocage Intercom, ou qui ne sera pas venu le récupérer suite à la mise en place de l'harmonisation des redevances, ou qui n'aura pu faire la preuve de l'absence de production de déchets ou d'une solution prenant en charge la totalité de ses déchets, après l'envoi de courriers de rappel, et/ou une mise en demeure restée sans réponse sous 2 mois, sera redevable d'une tarification forfaitaire dont le montant correspond à la partie fixe annuelle pour un bac de 360 litres (y compris les 30 levées).

Pour le cas des administrés déclarés et non venus récupérer leur bac dans le cadre de l'harmonisation, les courriers d'information des dates et de modalités de distribution des bacs et les relances adressées par courrier par Pré-Bocage Intercom ainsi que les nombreuses communications dans la presse et sur le site internet constituent un motif suffisant pour mettre en place la tarification forfaitaire d'un bac de 360L.

Ce montant sera calculé au prorata de la période d'absence de bac suite à la non-déclaration ou au refus de l'utilisateur ou à l'absence de récupération du contenant ou badge. La facturation pourra concerner les années précédentes si le manquement est avéré.

Pour rappel, les particuliers ont obligation d'adhérer au service public d'enlèvement des déchets. Il est rappelé que le service public d'élimination des déchets porte non seulement sur la collecte et le traitement des ordures ménagères mais aussi des recyclables, des déchets déposés en déchèteries voire d'autres prestations annexes.

### **3.9 Cas Particuliers**

#### **Société sans personnel**

Certaines sociétés n'ont qu'une existence juridique et n'ont pas de personnel (salarié ou non salarié). Ces sociétés sans activité physique et ne produisant pas de déchets sont exonérées de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Un justificatif écrit de l'activité de la société pourra être demandé par Pré-Bocage Intercom qui en appréciera le contenu et informera la société de la décision prise.

#### **Locations**

Les propriétaires sont tenus de s'assurer que leurs locataires effectuent les démarches nécessaires pour accéder au service. À défaut, il appartient aux propriétaires de signaler les modifications à Pré-Bocage Intercom (nouvelles coordonnées, date effective de changement, ...). En l'absence de locataire déclaré pour un logement visiblement occupé, ou en cas de refus par le locataire d'utiliser le Service Public d'Élimination des Déchets, le propriétaire est redevable de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères pour les ordures ménagères et refacturera au locataire ces frais dans ses charges.

Par défaut, un bac d'un volume forfaitaire de 360 litres (forfait de levées compris) est attribué et une facturation forfaitaire est adressée, même en cas de refus de venir chercher le bac pucé. Il est rappelé que le prix de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères porte sur l'ensemble des services d'élimination des déchets dont la collecte des ordures ménagères n'est qu'une des missions.

#### **Cas particuliers des bourgs actuellement en « C2 »**

Les communes de Caumont l'Éventé (commune déléguée de Caumont sur Aure), d'Aunay-sur-Odon (commune déléguée des Monts d'Aunay) et Villers-Bocage bénéficient actuellement de deux passages par semaine du camion de collecte d'ordures ménagères pour certains professionnels. Un professionnel peut donc déposer pour le moment deux fois son bac dans la semaine. Il est rappelé qu'un abonnement annuel est dû par bac pucé.

### **3.10 Refus d'adhésion au service ou refus de récupération du bac pucé ou badge d'identification**

L'utilisateur qui refuse le contenant agréé proposé par Pré-Bocage Intercom, ou qui ne sera pas venu le récupérer suite à la mise en place de l'harmonisation des redevances, ou qui n'aura pu faire la preuve de l'absence de production de déchets ou d'une solution prenant en charge la totalité de ses déchets, après l'envoi de courriers de rappel, et/ou une mise en demeure restée sans réponse sous 2 mois, sera redevable d'une tarification forfaitaire dont le montant correspond à la partie fixe annuelle pour un bac de 360 litres (y compris les 30 levées).

Pour le cas des administrés déclarés et non venus récupérer leur bac dans le cadre de l'harmonisation, les courriers d'information des dates et de modalités de distribution des bacs

et les relances adressées par courrier par Pré-Bocage Intercom ainsi que les nombreuses communications dans la presse et sur le site internet constituent un motif suffisant pour mettre en place la tarification forfaitaire d'un bac de 360L.

Ce montant sera calculé au prorata de la période d'absence de bac suite à la non-déclaration ou au refus de l'utilisateur ou à l'absence de récupération du contenant ou badge. La facturation pourra concerner les années précédentes si le manquement est avéré.

Pour rappel, les particuliers ont obligation d'adhérer au service public d'enlèvement des déchets. Il est rappelé que le service public d'élimination des déchets porte non seulement sur la collecte et le traitement des ordures ménagères mais aussi des recyclables, des déchets déposés en déchèteries voire d'autres prestations annexes.

### **3.11 Situations de suspension temporaire du service**

Lorsque PBI est dans l'obligation de reporter des opérations de collecte notamment pour des raisons indépendantes de sa volonté (panne mécanique, intempéries, travaux routiers, rupture d'approvisionnement en carburant...), les usagers ne peuvent prétendre à aucune exonération ou abattement sur le montant de leur facture.

## **4. Modalités de facturation et de paiement de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères**

### **4.1 Facturation**

#### **Cas de Déménagement**

L'utilisateur qui déménage doit se signaler auprès de Pré-Bocage Intercom pour rendre son bac pucé et pour éviter de se faire facturer indument l'utilisation du service. Du fait de ce signalement, une procédure de régularisation sera lancée pour rembourser l'utilisateur du « trop perçu » ou pour réclamer le solde.

#### **Cas d'un nouvel arrivant**

Tout nouvel arrivant doit se signaler auprès de Pré-Bocage Intercom pour recevoir un bac pucé dans les plus brefs délais. Une facture intermédiaire pourra être adressée ou la régularisation se fera à la date suivante de facturation.

#### **Cas du changement de la composition du foyer**

Lorsque la composition du foyer évolue, l'utilisateur doit contacter Pré-Bocage Intercom qui, le cas échéant, adaptera la taille du bac en fonction de la grille de dotation et ajustera alors le montant de la redevance en fonction de la nouvelle situation. La régularisation se fera à la date suivante de facturation, ou en fonction des cas, une régularisation peut être effectuée sur la première facture N+1.

Dans le cas d'une modification de la composition du foyer, l'utilisateur doit en informer Pré-Bocage Intercom afin de disposer du bon volume de bac dans un délai d'un mois suivant l'évènement sur présentation du justificatif.

Lorsque la régularisation n'est pas effectuée, une première relance sera réalisée pour informer l'utilisateur des démarches à suivre. Si celle-ci reste sans réponse, l'utilisateur recevra une seconde relance. Si l'utilisateur ne donne pas suite à ces courriers, il se verra facturer d'office le montant du volume défini, pour la composition de son foyer, dans la grille tarifaire votée par le Conseil Communautaire.



L'utilisateur est tenu de signaler à Pré-Bocage Intercom tout changement dans sa situation, pour désactiver la puce électronique, et envoyer les justificatifs nécessaires sous peine d'être facturé pour la totalité de l'année concernée.

#### **4.2 Echéances de paiement**

Sauf cas spécifique d'un nouvel arrivant ou d'un déménagement, voire d'une prestation spécifique notamment pour un professionnel, quatre factures sont adressées par année.

- Une 1<sup>ère</sup> facture reçue à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre. Son montant correspond à 25% de l'abonnement annuel. S'y ajoute le coût éventuel des levées complémentaires et supplémentaires de l'année précédente (ou ouvertures complémentaires et supplémentaires faites dans le cas d'un bac collectif à tambour au tarif de l'année précédente) et le cas échéant les prestations en surplus de l'abonnement annuel.
- Une 2<sup>ème</sup> facture reçue à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre. Son montant correspond à 25% de l'abonnement annuel et si le cas échéant les prestations en surplus de l'abonnement annuel.
- Une 3<sup>ème</sup> facture reçue à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre. Son montant correspond à 25% de l'abonnement annuel et si le cas échéant les prestations en surplus de l'abonnement annuel.
- Une 4<sup>ème</sup> facture reçue à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre. Son montant correspond à 25% de l'abonnement annuel et si le cas échéant les prestations en surplus de l'abonnement annuel.

#### **4.3 Modalités de paiement**

Les paiements sont effectués sur le compte et au nom du Trésor Public d'Aunay-Sur-Odon - Les Monts d'Aunay par tous les moyens de paiement agréé par celui-ci. La date d'échéance de paiement indiquée sur la facture doit être respectée sous peine de poursuites et de pénalités.

Les factures peuvent être réglées par :

- Paiement en espèces ;
- Chèque à l'ordre du Trésor Public ;
- Prélèvement à échéance (formulaire d'autorisation préalable : s'adresser à PBI) ;
- TIP SEPA (Titre Interbancaire de Paiement) ;
- Par paiement sur Internet par Carte Bancaire via la plateforme du Trésor Public ;
- Par virement bancaire.

Ces modes de paiement seront précisés régulièrement sur les factures.

#### **4.4 Demande d'échelonnement du paiement de la Redevance**

La Collectivité ne peut autoriser un échelonnement. En cas de difficulté, l'utilisateur peut néanmoins présenter cette demande ou un délai de paiement au Trésor Public en charge de son recouvrement (agence d'Aunay-Sur-Odon – 14260 LES MONTS D'AUNAY).

#### **4.5 Réclamations et règlement des litiges**

Les réclamations doivent être formulées par écrit avec le justificatif correspondant. Toute réclamation sur la facturation doit être adressée à Pré-Bocage Intercom au plus tard dans les deux

mois qui suivent la réception de la facture. Les réclamations portant sur la qualité du service doivent également être adressées à Pré-Bocage Intercom.

Dans l'hypothèse d'un différend avec Pré-Bocage Intercom et préalablement à la saisine du tribunal compétent, le redevable a la possibilité d'adresser un recours gracieux au Président de la Communauté de Communes Pré-Bocage Intercom. Ce courrier doit être adressé en recommandé avec accusé réception. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

La loi rend passible d'amende et ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (article 441 du Code Pénal).

L'utilisateur peut contester devant le tribunal compétent le montant réclamé dans un délai de deux mois suivant la réception de la facture (article 1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales). Néanmoins la contestation amiable ne suspend pas ce délai pour la saisine du juge.

#### **4.6 Infractions**

Les infractions au présent règlement sont constatées par la Communauté de communes de Pré-Bocage Intercom, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Elles peuvent donner lieu à une amende, à la suspension du service et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents par l'autorité territoriale qui détient le pouvoir de police. Les dépôts de déchets sur terrain d'autrui ou sur le domaine public sont sanctionnés selon les termes prévus au Code Pénal (art. R 632-1 et R 644-2).

En cas de détérioration manifeste par l'utilisateur du bac à Ordures Ménagères (exemple la puce électronique), les frais de remise en état sont à la charge de l'utilisateur. Dans ce cas, le nombre de présentations pris en compte correspond au nombre de passages de la benne entre la date de la dernière présentation et la date de remise en état. En cas de contestation sur les éléments de facturation (taille du conteneur, nombre de présentations, ...), l'utilisateur doit apporter tous les éléments permettant de justifier une éventuelle erreur du service. Après examen, la collectivité pourra, si elle juge la demande fondée, procéder à la régularisation de la Redevance Gestion des déchets ménagers. En dernier ressort, les éléments pris en compte pour la facturation par la Communauté de communes sont prépondérants.

#### **4.7 Fichier des Redevables**

Le fichier des redevables permettant la facturation du service et qui est transmis au Trésor Public d'Aunay-Sur-Odon – Les Monts d'Aunay a été constitué et est mis à jour par chacune des 27 communes de Pré-Bocage Intercom. A cet effet, une déclaration a été formulée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (récépissé de la demande n° ZjB07660207 en date du 16 septembre 2013).

Les usagers peuvent demander à tout moment les informations les concernant qui y apparaissent et le cas échéant demander une modification (par courrier) conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

#### **4.8 Prestations complémentaires et sanctions**

##### **Refus de déclaration ou de dotation en bac**

Un bac d'un volume forfaitaire de 360 litres sera dans ce cas affecté à l'utilisateur et un montant correspondant à l'abonnement annuel de ce bac sera facturé (article 3.10).

##### **Non-paiement de la facture**

En cas de non-paiement de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères par l'utilisateur suite à la réception du commandement du Trésor Public, ce dernier pourra engager une procédure de poursuite et l'utilisateur devra lui régler en plus les frais occasionnés par cette procédure. Le Trésor Public peut réaliser si nécessaire une saisie sur compte bancaire ou sur salaire.

Règlement du service d'Élimination des déchets ménagers de Pré-Bocage Intercom

Version du 20/10/2021

### Prestations complémentaires

- Bac pucé rendu non nettoyé : facturation d'une prestation forfaitaire de 30 euros pour nettoyage du bac par Pré-Bocage Intercom ;
- Bac pucé cassé sans explication : facturation d'une prestation forfaitaire de 50 euros pour remplacement du bac ;
- Bac disparu sans dépôt de plainte : facturation d'une prestation forfaitaire de 50 euros pour remplacement du bac ;
- Perte de badge pour tambour d'indentification : facturation de 10 euros pour remplacement du badge ;
- Dégradation du bac pucé résultat d'une utilisation anormale : facturation des frais de remise en état ou, si non réparable, facturation d'une prestation forfaitaire de 50 euros pour son remplacement ;
- Collecte de sacs de déchets déposés indument sur la voirie ou dans un lieu public **inapproprié** : **facturation d'une prestation forfaitaire de 100 euros au propriétaire des déchets** pour leur ramassage individuel ;
- Non remise du bac après départ du territoire : facturation de 100 euros pour la récupération du bac, la remise en état si besoin et modification des données sur le logiciel prévu pour la redevance. L'administré doit faire état de la modification de sa situation dans le mois.
- Non-restitution, perte ou vol de la carte de déchèterie : forfait de 15 euros, un délai de 7j est laissé à l'administré pour renvoyer sa carte de déchèterie ;
- Les frais de prestation complémentaire sont facturés dès constat par Pré-Bocage Intercom de la nécessité de la prestation (exemple : pour un bac rendu sale avant déménagement) ou à l'occasion de la facture suivante ;
- La modification multiple du compte producteur sur le logiciel de facturation (au-delà d'un changement de situation par an) : forfait de 50 euros pour frais de service.

L'ensemble de ces tarifs sont repris par délibération du conseil communautaire lors du vote annuel de la grille tarifaire.

## IV. Contacts

### 1. – Pré-Bocage Intercom – Pôle Déchets – Urbanisme – Service Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères

Pour :

- Les demandes de renseignement ;
- Demander/rendre un bac ;
- Informer d’une modification de la composition du foyer ;
- Signaler un bac/badge endommagé ou volé ;
- Connaître le nombre de levées réalisées sur l’année ;
- Avoir des explications sur la facture ;
- Pour tout autre besoin portant sur les missions de collecte et traitement des déchets.

**Pré-Bocage Intercom  
Pôle Déchets-Urbanisme  
Service Redevance d’Enlèvement d’Ordures Ménagères**

31 rue de Vire  
AUNAY SUR ODON  
14260 LES MONTS D’AUNAY

Tél : 02 31 77 12 36  
Fax : 02 31 97 44 36

Adresse mail : [ri@pbi14.fr](mailto:ri@pbi14.fr)  
Site internet : <http://www.prebocageintercom.fr//>

**Accueil du public pour les deux lieux :**

Jours	Matin	Après-midi
<b>Lundi, Mardi, Mercredi et Vendredi</b>	<u>Accueil physique</u> : 09h00 – 12h00  <u>Accueil téléphonique</u> : 9h00 – 12h30	<u>Accueil physique</u> : 14h00 – 17h00  <u>Accueil téléphonique</u> : 13h30 – 17h00
<b>Jeudi</b>	<u>Accueil physique</u> : 09h00 – 12h00  <u>Accueil téléphonique</u> : 9h00 – 12h30	Fermé l’après-midi

## **2. Trésor Public**

Pour régler la redevance ou, en cas de difficultés de paiement, demander un échelonnement :

### **Trésor Public**

1 place de l'Hôtel de Ville  
AUNAY SUR ODON  
14260 LES MONTS D'AUNAY

Tél : 02 31 77 61 77

Adresse mail : [t014003@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:t014003@dgfip.finances.gouv.fr)

## **V. Dispositions d'applications**

---

### **1. Date d'application du règlement**

Le présent règlement entre en application le 1er janvier 2020.

### **2. Modifications du règlement**

Les modifications du présent règlement et la date de leur prise d'effet sont décidées par délibération du Conseil Communautaire de Pré-Bocage Intercom ou par décision du bureau de Pré-Bocage Intercom. Néanmoins toutes les modifications d'ordre législatif ou réglementaire sont d'application immédiate.

Le paiement de la facture suivant la diffusion du présent règlement vaut accusé de réception par l'utilisateur.

### **3. Publication du règlement de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères**

Le présent règlement s'impose sur l'ensemble du territoire. Il est disponible par les moyens suivants :

- En téléchargement sur le site internet de Pré-Bocage Intercom ;
- Sur demande par mail ou par courrier postal auprès des services de Pré-Bocage Intercom ;
- En lecture dans les mairies du secteur de Pré-Bocage Intercom.

A Les Mont D'Aunay  
Pour Pré-Bocage Intercom,  
Le Président, Gérard Leguay,

## VI. Annexes

### 1. Liste et carte des communes de Pré-Bocage Intercom



1	<b>Amayé-sur-Seulles</b>	1	Amayé-sur-Seulles
2	<b>Aurseulles (CN2017)</b>	2A	Anctoville
		2B	Longraye
		2C	Saint-Germain-d'Ectot
		2D	Torteval-Quesnay
3	<b>Bonnemaison</b>	3	Bonnemaison
4	<b>Brémoy</b>	4	Brémoy
5	<b>Cahagnes</b>	5	Cahagnes
6	<b>Caumont sur Aure (CN2017)</b>	6A	Caumont-l'Eventé
		6B	La Vacquerie
		6C	Livy
7	<b>Courvau don</b>	7	Courvau don
8	<b>Dialan sur chaîne (CN2017)</b>	8A	Jurques
		8B	Le Mesnil-Auzouf
9	<b>Epinay-sur-Odon</b>	9	Epinay-sur-Odon
10	<b>Landes-sur-Ajon</b>	10	Landes-sur-Ajon
11	<b>Le Mesnil-au-Grain</b>	11	Le Mesnil-au-Grain
12	<b>Les Loges</b>	12	Les Loges
13	<b>Les Monts d'Aunay (CN2017)</b>	13A	Aunay-sur-Odon
		13B	Beauquay
		13C	Campandré-Valcongrain
		13D	Danvou-la-Ferrière
		13E	Le Plessis-Grimoult
		13F	Ondefontaine
13H	Roucamp		

14	<b>Longvillers</b>	14	Longvillers
15	<b>Maisoncelles-Pelvey</b>	15	Maisoncelles-Pelvey
16	<b>Maisoncelles-sur-Ajon</b>	16	Maisoncelles-sur-Ajon
17	<b>Malherbe-sur-Ajon (CN2016)</b>	17A	Banneville-sur-Ajon
		17B	Saint-Agnan-le-Malherbe
18	<b>Monts-en-Bessin</b>	18	Monts-en-Bessin
19	<b>Parfouru-sur-Odon</b>	19	Parfouru-sur-Odon
20	<b>Saint-Louet-sur-Seulles</b>	20	Saint-Louet-sur-Seulles
21	<b>Saint-Pierre-du-Fresne</b>	21	Saint-Pierre-du-Fresne
22	<b>Seulline (CN2017)</b>	22A	Coulvain
		22B	La Bigne
		22C	Saint-Georges d'Aunay
23	<b>Tracy-Bocage</b>	23	Tracy-Bocage
24	<b>Val d'Arry (CN2017)</b>	24A	Le Locheur
		24B	Missy
		24C	Noyers-Bocage
		24D	Tournay-sur-Odon
25	<b>Val de Drome (CN2017)</b>	25A	Dampierre
		25B	La Lande-sur-Drôme
		25C	Saint-Jean-des-Essartiers
		25D	Sept-Vents
		25E	Sept-Vents
26	<b>Villers-Bocage</b>	26	Villers-Bocage
27	<b>Villy-Bocage</b>	27	Villy-Bocage

## **2. Rappel de quelques textes de loi ou réglementaires**

Il est interdit à quiconque de déposer, d'abandonner ou de jeter des ordures ménagères et autres déchets assimilés dans un lieu public ou privé. Tout dépôt hors des bacs prévus à cet effet est répréhensible et sera sanctionné, y compris les dépôts d'ordures ménagères sur les points d'apport volontaire destiné aux recyclables.

Le contrevenant s'expose à :

- Une amende de 2<sup>ème</sup> classe (article R632-1 du Code Pénal) ;
- Une amende de 4<sup>ème</sup> classe s'il y a atteinte à la liberté de passage (article R644-2 du Code Pénal) ;
- Une amende de 5<sup>ème</sup> classe si le dépôt a été commis avec un véhicule, voire la saisie du véhicule (article R635-8 du Code Pénal, jusqu'à 1500 euros et 3000 euros en cas de récidive).

Tout usager produit des déchets et doit les faire éliminer dans le respect des dispositions prévues par la loi et en particulier dans le respect de l'environnement et de la protection de la santé. Toute violation des interdictions, tout manquement aux obligations édictées dans le présent règlement ou tout comportement déviant sera sanctionné par une amende. La commune sur laquelle de tels faits sont constatés peut dresser des procès-verbaux et faire appliquer les sanctions.

Par ailleurs, il est interdit de déplacer les bacs des autres usagers, d'y ajouter des sacs dans le bac d'un autre usager, de répandre le contenu des bacs pucés sur la voie publique et de récupérer des déchets dans les bacs des autres usagers. Il est également interdit de transporter et de déposer ses déchets sur le territoire d'une autre Collectivité, quand bien même l'utilisateur concerné y paierait une TEOM ou une Redevance : les déchets doivent être collectés et traités par la Collectivité du territoire où ils sont produits. Ces pratiques feront l'objet d'un signalement auprès de la Collectivité où les déchets sont alors déposés

Enfin, le maire de chaque commune est habilité à prendre un arrêté pour sanctionner financièrement et forfaitairement les contrevenants.

## **3. Eloignement de l'habitation par rapport à la zone de passage du camion de collecte**

Question parlementaire 47050 – réponse au JO p.8120 du 20/07/2010 :

*« Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes qui bénéficient de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT), soit l'élimination des déchets des ménages, peuvent instituer une (REOM), calculée en fonction du service rendu, dès lors qu'ils assurent au moins la collecte des déchets des ménages. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement, non seulement des ordures ménagères, mais aussi de tous les déchets assimilés dont la collectivité assure la collecte sans sujétion technique particulière. La jurisprudence judiciaire (Cass. Com., 06/06/91, Blot c/trésorier principal de Chinon) a déduit de l'adéquation du montant de la redevance à l'importance du service rendu que celle-ci n'est pas due par les personnes qui n'utilisent pas le service. Cependant, un usager n'apportant pas la preuve que son foyer ne concourt pas à la production d'ordures ménagères n'est pas fondé à demander la décharge du paiement de la redevance (CE, 05/12/90, syndicat intercommunal pour l'enlèvement des ordures ménagères de Bischwiller et environs c/Denys). De plus, l'éloignement d'un usager par rapport à la zone desservie par la collecte n'est pas un motif de dégrèvement. »*



#### **4. Obligation des professionnels de justifier de leur mode d'élimination de leurs déchets pour prétendre à une exonération de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères**

Question parlementaire 11157 – réponse au JO p.539 du 04/03/2010 :

« Concernant la Cour de cassation, la chambre commerciale (pourvoi n° 89-17630 du 4 juin 1991) a estimé que s'agissant d'une redevance calculée en fonction de l'importance du service rendu, cette redevance n'est pas due par les personnes qui n'utilisent pas les services considérés. Pour autant, le Conseil d'État a considéré (CE, n° 59891, 5 décembre 1990) qu'un habitant qui se borne, pour refuser le paiement de la redevance, à soutenir que son foyer ne concourt d'aucune façon à la production d'ordures ménagères, sans apporter la preuve de cette allégation qui ne présente aucune vraisemblance, n'est pas fondé à demander la décharge du paiement de la redevance. Par analogie, dans le cas d'espèce d'un artisan, soumis à la redevance spéciale pour l'enlèvement des déchets assimilés issus de son activité économique, on pourrait considérer que celui-ci ne peut refuser le paiement de la redevance, sauf à apporter éventuellement la preuve qu'il ne concourt en aucune façon, dans le cadre de ses activités économiques, à la production de déchets assimilés. »

#### **5. Exonération des Logements inhabités**

Les administrés ont la possibilité de demander une exonération pour leurs logements inhabités (biens en vente, en attente d'habitation, biens d'un administré parti en maison de retraite...).

Pour ce faire, les administrés devront fournir **une attestation du Maire prouvant qu'aucun des services de la Redevance d'Enlèvement d'Ordures Ménagères n'est utilisé** (ordures ménagères, recyclables, accès aux déchèteries et aux points d'apport volontaire pour le verre). De plus, ils devront fournir **un justificatif prouvant qu'il ne résidait pas dans l'habitation pendant la période d'exonération demandée**, conformément au tableau des pièces justificatives de ce règlement.

Ces demandes d'exonération seront traitées par la commission déchets et recyclables, ou par le président et vice-président en charge des déchets et recyclables. Celle-ci pourra être totale ou partielle.

#### **6. Interdiction des dépôts sauvages**

Code de l'Environnement Article L541-2 :

« Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent chapitre, dans des conditions propres à éviter les dits effets. »

Et article L541-3 :

« Au cas où des déchets sont abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour son application, l'autorité titulaire du pouvoir de police peut, après mise en demeure, assurer d'office l'élimination des dits déchets aux frais du responsable. »

Rappel d'extraits d'articles du Règlement Sanitaire Départemental :

Article 73 : « *Les personnes desservies par un service de collecte sont tenues de présenter leurs déchets dans les conditions prévues par arrêté municipal.* » Cette compétence ayant été transférée au Syndicat Mixte du Pré-Bocage, c'est le règlement mis en place par ce dernier qui s'applique.

Article 84 : « *Tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritiques de quelques natures que ce soit ainsi que toute décharge d'ordures ménagères sont interdits. Après mis en demeure, les dépôts existants sont supprimés d'office et aux frais de l'auteur du dépôt, de son propriétaire, ou, à défaut, du propriétaire du sol. (...) Le brûlage à l'air libre des ordures ménagères est interdit. Le traitement des ordures ménagères collectées doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur. La destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'un incinérateur individuel ou d'immeuble est interdit.* ».

Enfin, les articles du Code Pénal R.632-1, R.644-2 et R.635-8 autorisent le maire détenteur du pouvoir de police à sanctionner sous forme de contravention allant de 150 euros à 1500 euros, voire 3 000 euros en cas de récidive, tout dépôt d'ordures ménagères sur la voie publique sans respecter les conditions fixées par l'autorité administrative compétente, notamment en matière de jours et d'horaires de collecte ou de tri des ordures.